

***l'Anti*capitaliste**

N°144 | MARS 2023 | 4,5 €

la revue mensuelle du **NPA**



**CONSTRUIRE LA GRÈVE ET GAGNER LE
COMBAT POLITIQUE CONTRE MACRON**



DOSSIER : AMÉRIQUE LATINE



**DE BLANQUER À NDIAYE : LA
CONTINUITÉ À COMBATTRE**



**FOUTUES POUR FOUTUES.
TRENTE HISTOIRES DE LA
JUSTICE FAITE AUX FEMMES**

Sommaire

ÉDITORIAL

Antoine Larrache Qui va l'emporter ? **P3**

PREMIER PLAN

Conseil politique national du NPA Construire la grève et gagner le combat politique contre Macron **P4**

Antoine Bouyou De Blanquer à Ndiaye : la continuité à combattre **P8**

Julien Salingue La guerre en Ukraine, Lutte ouvrière et nous **P11**

DOSSIER

Patrick Guillaudat Les mobilisations de la gauche et des mouvements populaires en Amérique Latine **P15**

Gabriella Lima Le grand retour de Lula, un exercice d'équilibriste **P19**

Correspondant Pérou : un soulèvement populaire puissant et une violence féroce de l'appareil d'État **P22**

Franck Gaudichaud Au Chili, à 50 ans de la mort d'Allende, des avancées radicales sont toujours nécessaires **P26**

Fabrice Thomas Le Mexique de Lopez Obrador au milieu du gué **P30**

LECTURES

Hélène Marra Illouz, *Les émotions contre la démocratie* **P32**

Maya Lavault *Foutues pour foutues*. Trente histoires de la justice faite aux femmes **P35**

FOCUS

Commission nationale d'intervention féministe du NPA
8 mars : femmes en première ligne, femmes en lutte ! **P36**

Retrouvez notre revue sur sa page du site *L'Anticapitaliste* : <https://lanticapitaliste.org/presse/revue>. Les articles du dernier numéro y sont mis en ligne progressivement au cours du mois, tandis que l'ensemble des numéros précédents y sont téléchargeables en format pdf.

Illustration de Une :

Manifestation contre la réforme des retraites, 27 février 2023.

© Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas



Paris, 7 mars 2023. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas



S'ABONNER

PAR CHEQUE

à l'ordre de : NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex
France et DOM-TOM

Tarif standard		
Revue mensuelle	6 mois 22 euros	1 an 44 euros
Revue + Hebdo	6 mois 50 euros	1 an 100 euros
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue mensuelle	6 mois 18 euros	1 an 36 euros
Revue + Hebdo	6 mois 38 euros	1 an 76 euros

Étranger

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail :
<http://www.diffusion.presse@npa2009.org>.

PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et également disponible sur : <https://lanticapitaliste.org/abonnement>

Tarif standard		
Revue + Hebdo	25 euros par trimestre	
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue + Hebdo	19 euros par trimestre	

L'Anticapitaliste

la revue mensuelle du NPA

Comité de rédaction :

Yohann Emmanuel, Antoine Larrache, Robert Pelletier, Laurent Ripart, Julien Salingue, Hélène Marra, Thierry Labica, Lucien Sanchez, Henri Wilno.

Pour contacter la rédaction :
contact-revue@npa2009.org

Directeur de la publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Antoine Larrache

Diffusion :

01 48 70 42 31 – diffusion.presse@npa2009.org

Administration :

01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

Commission paritaire :
0519 P 11509

Numéro ISSN :
2269-370X

Société éditrice :

Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication
SARL au capital de 3 500 € (durée 60 ans)

Tirage :

3 000 exemplaires

Maquette et impression :

Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

Qui va l'emporter ?

PAR ANTOINE LARRACHE

Après la séquence de mobilisation des 7, 8 et 9 mars, ponctuée par la plus grande manifestation sociale des 50 dernières années, après le vote de la loi à l'Assemblée et au Sénat par des dispositifs d'urgence, le problème du rapport de force sur la réforme des retraites se résume de plus en plus crûment : où est la légitimité, dans la rue ou à l'Élysée ?

Le mouvement est dans un immense paradoxe. Le 7 mars a été historique, mais le basculement dans la grève reconductible est à ce stade très minoritaire, même si dans les transports, l'énergie, le nettoyage, l'éducation, des poches existent. La colère est immense, 82 % de la population estimant que Macron doit recevoir les syndicats, 79 % souhaitant qu'il s'exprime, 63 % approuvant la mobilisation, 54 % soutenant « la grève et le blocage¹ ». Mais le gouvernement ne cède pas. Il est minoritaire, y compris à l'Assemblée et au Sénat mais, utilisant des articles particulièrement autoritaires de la Constitution, il espère obtenir une majorité parlementaire.

UNE CRISE DE LÉGITIMITÉ

Les suites sont très incertaines : le mouvement sera-t-il assez fort pour continuer après le vote de la loi ? Les secteurs en reconductible réussiront-ils à en entraîner d'autres ? La CFDT continuera-t-elle la mobilisation ou se rangera-t-elle dans le camp de l'acceptation institutionnelle ? Le gouvernement devra-t-il utiliser le 49-3 qui lui ôtera toute légitimité ? Basculera-t-on alors dans un affrontement politique avec le pouvoir ?

« L'événement n'est pas un miracle venu de nulle part (du "Vide", selon Zizek ou Badiou). Il s'inscrit dans un champ de possibilités historiquement déterminées. C'est pourquoi le concept de crise (à la différence du "Vide") est une notion stratégique essentielle qui articule le nécessaire et le contingent, les conditions historiques et l'événement imprédictible, etc². » Même si on ne peut pas prévoir ce qui va se passer, une grande partie des facteurs en jeu sont connus. Et tous convergent vers une question : le prolétariat, si désorganisé, si mal dirigé, si hésitant, trouvera-t-il le moyen de contester la légitimité de Macron et de la bourgeoisie ? Ces derniers trouveront-ils la force, les alliances, les rythmes pour gagner la bataille ? « Qui l'emportera ? » pour reprendre une formule de Lénine.

La bataille de la légitimité est lancée. « Il y a d'un côté sa volonté à lui [Macron], de l'autre côté celle du peuple, à qui doit revenir le dernier mot ? Évidemment au peuple » dit Mélenchon, réclamant « ou bien une dissolution [de l'Assemblée nationale], ou bien un référendum ». Le dirigeant de la CFDT Laurent Berger a des mots proches : « s'il y a la légitimité [du gouvernement] comme argument, il faut aller la vérifier par une consultation des citoyens³. »

METTRE TOUTES NOS FORCES DANS LA BATAILLE

Le risque de telles formulations est, sous la pression des difficultés à construire un mouvement ayant la force de gagner, de ramener la mobilisation dans le giron institutionnel : passer de la construction d'un rapport de force social à un montage politique imprévisible. En effet, pourquoi Macron accepterait-il d'organiser une consultation ou un référendum et risquer ainsi de perdre ce qui lui reste de majorité relative ? N'oublions pas que le référendum sur le Traité constitutionnel européen, en 2005, avait été une victoire pour les classes populaires, mais le pouvoir s'était empressé de le remplacer par le Traité de Lisbonne. L'issue d'une bataille référendaire serait donc très incertaine.

De notre côté, l'intérêt essentiel de cette discussion est de montrer le caractère antidémocratique de la V^e République et l'illégitimité du pouvoir de Macron. Nous devons y opposer une autre légitimité, celle d'un pouvoir populaire, incarné actuellement par la mobilisation, mais qui devrait se transformer en un gouvernement des travailleurEs susceptible de mettre en œuvre les revendications des classes populaires et du mouvement. Pour imposer un tel pouvoir, la seule solution est de renforcer la grève, la lutte, le blocage de la production et de la circulation du capital, les structures permettant un large débat. Il s'agit en effet d'être en capacité de construire une légitimité plus forte que les institutions, et un projet de société alternatif disputant l'hégémonie au capitalisme, montrant qu'un autre monde est possible, avec une planification, l'égalité réelle, la fin des oppressions. Notre responsabilité, en tant que militantEs et en tant qu'organisation(s), est posée. Pierre Baudet, dans *Relire Lénine ?*⁴, nous interpelle :

« À un moment donné, la tension fera basculer définitivement la balance en faveur de l'une des deux solutions alternatives. De là naît l'espérance. Ce que chacun de nous fait à chaque instant sur chaque question concrète a son importance. Certains parlent « d'effet papillon » : le battement d'aile d'un papillon peut provoquer une tornade à l'autre bout de la planète. En ce sens, aujourd'hui, nous sommes tous de petits papillons. » □

1) https://www.bfmtv.com/societe/reforme-des-retraites-82-des-francais-estiment-que-emmanuel-macron-doit-recevoir-les-syndicats_AN-202303110047.html

2) « Penser la politique. Un entretien avec Daniel Bensaïd », Contretemps, 2006.

3) BFM TV, 11 mars 2023.

4) <https://www.contretemps.eu/relire-lenine/>

Construire la grève et gagner le combat politique contre Macron

PAR LE CONSEIL POLITIQUE NATIONAL DU NPA

Nous publions la résolution politique adoptée par le CPN des 12 et 13 mars concernant la situation sociale en France et les orientations du NPA pour construire le mouvement.*

Le mouvement dans lequel nous intervenons est un mouvement historique, de par l'ampleur des manifestations, leur profondeur dans les villes, sa durée, l'unité des organisations du mouvement ouvrier qui le caractérisent, la profondeur également du ras-le-bol qui existe dans de larges couches de la population contre le gouvernement. Sous les coups de la classe dominante, le prolétariat tend à se constituer en classe : à partir de son hétérogénéité, de la faiblesse de ses organisations, on voit se reconstruire ses syndicats, qui recrutent, des discussions à tous les niveaux sur comment faire face à cette réforme.

La victoire ou la défaite de ce mouvement laisseront des traces profondes. Pour nous, l'enjeu est de contribuer à ce qu'il participe qualitativement à la reconstruction de la conscience de classe et à un affrontement entre les classes concernant la question du pouvoir.

LES RÉSONANCES POLITIQUES DU MOUVEMENT

Pendant les vacances scolaires parisiennes, la bataille sur la réforme des retraites a été en partie polarisée par le débat parlementaire. Le principal mérite de cette séquence a été de démontrer, justement, que rien ne pouvait sortir de celui-ci. La polémique sur les 1 200 euros a montré l'ampleur des mensonges du gouvernement. La bataille d'amendements a montré le caractère opaque et antidémocratique du débat. La possibilité de l'utilisation de l'article 49-3, puis du 47-1, et encore au Sénat d'un vote bloqué via l'article 44.3 ont montré l'autoritarisme du gouvernement. Tout cela a donné une image pitoyable de la

démocratie bourgeoise, a renforcé l'illégitimité du pouvoir de Macron.

Pourtant, celui-ci veut absolument aller jusqu'au bout de cette réforme et à l'affrontement avec le mouvement ouvrier. Cela ne peut se comprendre que dans un contexte plus large : l'enjeu de cette réforme n'est pas les 64 ans ou les 44 annuités, mais le fait que le gouvernement veut décupler ses marges de manœuvre en infligeant une défaite au mouvement ouvrier et à ses organisations, dans le contexte d'un monde en crise profonde, que ce soit dans le cadre de la concurrence internationale, de la guerre en Ukraine. Un autre marqueur du renforcement de l'État autoritaire est, avec l'augmentation du budget militaire, les lois liberticides qui se multiplient et la montée de l'extrême droite.

C'est en cela qu'il joue son existence. Il dit mettre en balance la possibilité d'une dissolution de l'Assemblée, car une défaite signifierait pour lui l'impossibilité de continuer sa politique. Nous n'avons pas peur d'une défaite du pouvoir, d'une dissolution, nous pensons au contraire que cela concrétiserait une victoire du prolétariat, et devrait ouvrir une phase de contre-offensive.

BILAN DE LA SÉQUENCE 7-8-9 MARS

Malgré et/ou grâce aux deux semaines de trou entre la mobilisation du 16 février et la suite, la journée du 7 mars a été encore un peu au-dessus des journées précédentes en termes de nombre de manifestantEs (3,5 millions annoncés par la CGT contre 2,5 le 31 janvier). Elle prend appui sur les grèves reconductibles qui ont démarré dès le week-end précédent notamment dans l'énergie, sur les annonces de

secteurs symboliques comme les transports, de Solidaires ou de fédérations de la CGT. À cela se sont ajoutés des appels plus sectoriels à reconduire ou à poursuivre la mobilisation comme l'appel intersyndical dans l'éducation.

La journée du 8 mars, journée de grève féministe à l'occasion de la journée internationale de lutte pour les droits des femmes, a été à la fois un point d'appui et une difficulté. Un point d'appui car elle était présente dans le paysage, une difficulté parce qu'elle n'était pas forcément insérée partout comme date de mobilisation sur les retraites. La journée a été significativement plus massive que les précédentes mais l'articulation avec le reste du mouvement social a été variable selon les liens existant localement entre le mouvement féministe et les organisations syndicales entre autres. Là où un travail de fond existe depuis longtemps, souvent poussé par notre courant, la convergence a été plus forte. Avec les autres acteurs politiques et syndicaux, nous devons œuvrer à une articulation entre les revendications féministes et la mobilisation contre la réforme des retraites. Aggravant encore plus les inégalités salariales entre les hommes et les femmes, la réforme assume un caractère sexiste. La vitalité des mouvements féministes pourrait donc constituer un point d'appui supplémentaire pour durcir et prolonger la mobilisation.

Face à l'impossibilité de pouvoir compter sur des secteurs moteurs pour le blocage de l'économie, il est indispensable de travailler dans le sens d'un élargissement progressif des secteurs en grève reconductible. À la SNCF, la mobilisation a été forte les 7 et 8 mars mais la reconduction peine

à s'ancrer, même si les taux de grévistes restent encore significatifs pour le week-end. Comme dans d'autres secteurs, le niveau d'auto-organisation est encore faible et la dynamique des assemblées a du mal à entraîner au-delà du noyau de militantEs syndiquéEs et actifs/ves. Dans l'énergie, elle semble plutôt en phase ascendante avec des conséquences qui commencent à être visibles. Dans les raffineries, la pression est aussi maintenue a priori jusqu'au 15 mars. Transports en commun, aérien sont également mobilisés au-delà de la journée du 7 mars. Dans l'éducation, la reconduction est le fait d'équipes militantes minoritaires mais qui l'utilisent pour se donner les moyens de l'étendre et de s'organiser. Des actions de blocage, des barrages filtrants, des distributions... ont eu lieu un peu partout. La journée du 9 mars a été marquée par des manifestations beaucoup plus petites. La mobilisation dans la jeunesse reste encore faible et le soutien de l'intersyndicale était insuffisant pour assurer une participation significative même des militantEs syndicalistes.

Les manifestations du samedi 11 mars ont été bien moins massives mais restent malgré tout importantes, témoignant de l'ancrage du mouvement. Le pouvoir ne manquera pas de mettre en avant la décreue du nombre de manifestantEs. Nous devons contrecarrer les éléments de découragement en mettant en avant la poursuite des actions de grève ou de blocage : SNCF, RATP, barrages hydroélectriques, raffineries, éboueurs... barrages filtrants, piquets de grève, distributions aux ronds-points... autant de points d'appui qui restent nombreux et que nous devons participer à relayer et à visibiliser via nos réseaux sociaux et notre presse notamment.

CONSTRUIRE LA GRÈVE ET LE BLOCAGE DU PAYS

Après la séquence des 7-8-9 mars, la question est de prendre appui sur les secteurs ou des morceaux de secteurs pour populariser la grève reconductible et active, la rendre plausible. Ni les journées saute-mouton, même très massives, ni un ralentissement de l'économie nationale ne seront suffisantEs pour faire plier le gouvernement. En effet, la bourgeoisie peut encaisser un impact qui resterait limité. Il s'agit de passer un cap pour que le pouvoir sente qu'il a plus à perdre à l'enracinement du conflit qu'au retrait de sa réforme. C'est-à-dire qu'il faut que la perspective d'occupations, de contrôle



7 mars 2023. ©Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas.

de la circulation, de blocage de la circulation du capital, de ralentissements significatifs de secteurs productifs, devienne tangible. C'est la mise en pratique par la grève de la contestation du pouvoir du patronat et de la bourgeoisie à maîtriser, décider de la production et de nos vies. C'est une première étape nécessaire à l'émancipation politique du prolétariat, la grève permet de sortir de l'aliénation pour se poser le problème d'un fonctionnement de société alternatif. Sans nous leurrer sur les reculs de notre classe en termes de conscience et de structuration, c'est malgré tout la première fois depuis 1968 que cette perspective semble envisageable même si très incertaine. Nous devons en tout cas y être prêtEs dans la mesure où l'illégitimité du pouvoir, la crise politique latente, peuvent permettre des accélérations significatives.

La proposition d'une date le samedi est un élément positif dans l'affrontement au pouvoir. D'autant plus si elle prépare une nouvelle séquence de grève de plusieurs jours la semaine suivante.

La date du 15 mars imposée par l'intersyndicale (le jour de la commission paritaire) est de ce point de vue insuffisante et en retrait par rapport à la première proposition de 14-16-18 qui semblait émerger. Elle doit cependant servir de point d'appui pour faire converger les secteurs les plus en avance et ceux qui peinent à rentrer dans le dur du mouvement. Les journées intermédiaires entre deux dates nationales doivent être utilisées comme des temps de construction de la grève, en particulier par des équipes minoritaires en grève. Elles doivent permettre de prendre des initiatives locales, d'organiser des tournées en partant des endroits mobilisés, d'organiser concrètement le blocage de l'économie.

DÉVELOPPER UNE PLATEFORME UNITAIRE DE REVENDICATIONS

Afin d'ancrer la mobilisation, il est essentiel de faire le lien avec les préoccupations quotidiennes des travailleurEs, de la population. En particulier, la question des salaires et des revenus est centrale au vu de l'inflation. Nous avançons la nécessité d'une augmentation générale de 400 € comme nous l'avons défendu pendant la campagne présidentielle. D'autre part, la sauvegarde et le développement des services publics doivent aussi être mis en avant parce qu'ils sont essentiels au quotidien et parce qu'ils sont la concrétisation d'une part socialisée du salaire : la santé de toute urgence, mais aussi l'école, la prise en charge des personnes dépendantes, les transports, l'eau, l'énergie...

La continuité du salaire, en toutes circonstances (chômage, maladie, retraites...) doit être mise en avant, comme réponse à l'attaque globalisée que constituent les réformes de l'assurance chômage et des retraites.

Sur les retraites, le mot d'ordre de la retraite à 60 ans est largement repris. Nous devons le lier à la question de la durée de cotisation et le retour aux 37,5 annuités comme standard, tout en appuyant avant tout la revendication unitaire du retrait de la loi dont l'obtention ouvrirait la voie à l'ancrage des autres revendications.

Ces revendications doivent permettre de faire concrètement le lien avec les mobilisations existantes : salaires, licenciements, services publics... Elles font également le lien avec les catégories les plus



précaires de la population qui se sont notamment retrouvées dans la mobilisation des Gilets jaunes en 2019.

Nous faisons aussi le lien avec d'autres luttes importantes dans la période : la question du logement avec la proposition de loi facilitant les expulsions pour des loyers impayés, ou la loi Darmanin contre les immigréEs, celle de la nécessaire réduction du temps de travail – au toujours plus d'exploitation des êtres humains et des ressources naturelles, nous opposons le « travailler moins, travailler mieux et travailler toutEs ». L'intégration de ces différentes revendications et préoccupations par les masses est une mesure de la possibilité de transformation d'un mouvement social en mouvement politique contre le pouvoir.

MOBILISATION DE LA JEUNESSE : ÉTAT DES LIEUX ET PERSPECTIVES

L'entrée massive de la jeunesse dans la mobilisation pourrait constituer un élément décisif. Jusque-là, la jeunesse a montré son engagement dans la contestation et une capacité à lier le refus de la contre-réforme avec d'autres revendications (contre la précarité, la dégradation des conditions d'étude, la sélection, pour l'accès au logement et le partage du travail...) portant une contestation plus globale de la logique productiviste exacerbée par la réforme et en germe un nouveau projet de société écologiste. Si sa participation est encore restreinte aux milieux les plus politisés, les actions diverses menées ces dernières semaines – y compris les occupations, qui entraînent une répression très forte – et la multiplication des appels à la mobilisation des organisations de jeunesse, donnent un signal positif.

Il faudra multiplier les espaces de discussion et de rencontre, encourager la construction à la base d'un mouvement de masse. Il faut éviter l'écueil des blocages minorisants, entraînant des fermetures administratives qui coupent de la masse des étudiantEs et pousser les actions d'occupation et d'auto-organisation dans les lycées comme dans les facs lorsque la mobilisation atteint un niveau suffisant. Des convergences entre les actions des étudiantEs et des personnels peuvent aussi être tentées là où cela devient possible (ouverture des caisses de grève aux étudiantEs salariéEs, actions symboliques, blocages, barrages filtrants, assemblées communes...). La jeunesse étudiante a besoin de réussir ses actions pour prendre confiance. Quelle que soit la forme de la mobilisation, l'objectif est d'entraîner une majorité d'étudiantEs et lycéenNEs, de faire en sorte qu'ils et elles s'emparent du mouvement et y portent des revendications spécifiques. La jeunesse constitue aussi un élément clé dans l'aggravation de la crise politique et dans le processus de délégitimation de la macronie.

CONSTRUIRE LA MOBILISATION À PARTIR DE LA BASE

Le mouvement peut être construit sur tous les fronts, quelle que soit notre situation. Cela passe en premier lieu par les lieux de travail. Et l'on sait que certains jouent un rôle très important et que les mouvements y exercent une pression très forte sur la classe dominante parce qu'ils sont capables de bloquer la production ou la circulation du capital et donc d'empêcher la réalisation de la valeur : industrie, transports, énergie... Mais la grève sur tous les lieux de travail produit une pression politique, contribue à bloquer

l'économie, contribue à l'unité du prolétariat. Et, au-delà, l'implication de toutes les couches sociales dans le mouvement contribue également à cette unité, que ce soient les retraitéEs, les libraires, dans des comités *ad hoc*, des interpros, des assemblées populaires à l'échelle du quartier ou de la ville...

Après le 7 mars, la grève reconductible est minoritaire mais elle reste forte dans une série de secteurs : dans l'éducation, les transports, l'énergie, le nettoyage dans certaines villes, etc. On doit entrer dans une sorte de « grève marchante » où les grévistes se fixent comme objectif d'élargir le mouvement, de mobiliser les secteurs qui ne le sont pas encore. Il faut dans certains cas combattre les actions minorisantes ou qui ne se posent comme objectif que de faire militer les personnes déjà convaincues.

Il y a un recul considérable de la conviction des méthodes de la grève et de l'auto-organisation. Elles ne se posent donc plus par principe mais par rapport à des nécessités pratiques. On construit la grève parce qu'elle a une utilité pratique pour réaliser des actions : manifestation de masse, blocage de ronds-points ou de périphériques, de gares, de ports, de centres industriels, en coordination avec les structures syndicales concernées, ou réaliser des tournées pour mobiliser.

On construit également les structures d'auto-organisation non pas comme un hochet ou par principe démocratique, mais comme des outils utiles concrètement à la construction de la mobilisation : savoir quand on fait grève, organiser un cortège, des collages d'affiches, des diffusions de tracts. Pour nous, il est essentiel d'articuler l'auto-organisation et le maintien de l'unité : on tente d'éviter les affrontements entre les appareils syndicaux et les structures d'auto-organisation, on argumente pour des cortèges intersyndicaux par secteur ou entreprise, pour des AG et de liens interprofessionnels. Une grève active nécessite d'associer les travailleurs/ses à la mise en place des actions, pas simplement les militantEs.

ARTICULER GRÈVE ET COMBAT POLITIQUE CONTRE MACRON

Le mouvement n'est pas encore véritablement un mouvement politique, dans le sens où il ne pose pas subjectivement la question du pouvoir. Mais déjà, objectivement, il est l'incarnation d'un affrontement de classe entre une bourgeoisie qui se range, de gré ou de force, derrière Macron, et une classe ouvrière qui tend



à se reconstituer en classe pour soi, dans la dynamique de la lutte et en s'appuyant sur un front unique complet, de la CFDT et du PS aux organisations d'extrême gauche.

Cet affrontement devrait se renforcer car le pouvoir veut obtenir une victoire, tandis que les organisations du mouvement ouvrier ne peuvent pas se permettre une défaite, et que le compromis semble impossible. En se renforçant, il devrait poser de plus en plus d'un côté la question de la légitimité d'un pouvoir, minoritaire, qui ne veut pas accepter d'entendre la majorité de la population, et d'un autre côté le problème de la stratégie du mouvement pour gagner.

Pour l'instant, le prolétariat est révolté par la réforme, par ses conditions d'existence plus générales, mais reste fortement suiviste par rapport aux consignes syndicales. La stratégie mise en place par l'intersyndicale est le reflet du niveau de conscience des masses sans vraiment chercher à tirer vers le haut, à faire converger les rythmes en prenant appui sur les secteurs les plus mobilisés. C'est pourquoi nous essayons d'agir sur cette stratégie, y compris en la discutant, ou en proposant des accélérations du calendrier ou des dates pour construire la mobilisation quand cela nous semble pertinent, par le biais de nos porte-paroles notamment.

En outre, l'actuelle délégation des prises de décision par les salariéEs à l'intersyndicale, aux dirigeantEs syndicaux des unions départementales ou des fédérations est en contradiction avec l'auto-organisation, la démocratie dans les luttes. Pour pousser et déborder les appareils syndicaux, il faut construire les cadres d'auto-organisation, par des actions pratiques.

Depuis samedi 11, les organisations syndicales portent de manière unitaire la demande (faite à Macron) d'une consultation citoyenne sur la réforme des retraites. Cela rejoint aussi la proposition de Jean-Luc Mélenchon faite mardi 7 de l'organisation d'un référendum comme issue possible pour le pouvoir macroniste. C'est l'expression des contradictions du moment où nous sommes, avec les difficultés à bloquer vraiment le pays. Le refus probable du gouvernement d'accéder à de telles demandes serait un symbole fort du déni de démocratie qui pourrait faire monter d'un cran la colère populaire, ce qui contribuerait aussi à solidariser l'intersyndicale face au vote de la loi à l'Assemblée nationale. Mais dans la séquence actuelle, qui reste celle de la

construction de la grève, cette bataille sur le terrain institutionnel peut aussi détourner une partie des forces militantes de cet objectif. Nous appuyons sur l'illégitimité d'un pouvoir qui ne consulte pas la population, et nous réaffirmons que c'est par la mobilisation, le rapport de force par la grève et les manifestations, que l'on peut gagner.

Le débat sur la stratégie pour gagner devrait mener, même si ça peut être lent, au renforcement des grèves et des structures d'auto-organisation, tandis que l'illégitimité du pouvoir se renforcera.

De notre côté, nous voulons renforcer la confiance politique du prolétariat pour constituer une alternative au pouvoir bourgeois. La formule classique est celle du « gouvernement ouvrier », modernisée en « gouvernement des travailleurEs », qui indique que nous voulons un pouvoir qui s'affronte avec la classe dominante, pour mettre en œuvre les revendications des classes populaires, tout en laissant une ambiguïté liée à sa nature transitoire¹, sur qui compose ce gouvernement : est-ce que ce sont les organisations du mouvement ouvrier ou ses structures d'auto-organisation ? En tout état de cause, ce débat se fait par étape, en fonction des évolutions du mouvement et de la conscience, mais nous mettons en avant l'illégitimité du gouvernement, la revendication qu'il doit partir pour être remplacé par un gouvernement des travailleuses et des travailleurs.

Nous combattons de ce fait la séparation, voulue par les organisations réformistes (politiques ou syndicales), entre le social et le politique. Toutes les organisations, toutes les structures sont légitimes pour se poser la question du pouvoir. Nous proposons donc de poursuivre les meetings unitaires, regroupant les partis (en s'appuyant sur la NUPES dans beaucoup de cas), les syndicats, les associations, les collectifs féministes, LGBTI, ou écologistes, etc. Et notamment un meeting national unitaire contre Macron. De même que nous sommes favorables à une manifestation nationale à Paris, qui poserait la question du pouvoir. Nous sommes favorables à l'unité la plus complète, tout en défendant nos propres perspectives et notre propre programme, que ce soit en dénonçant la loi Touraine ou en posant la question du pouvoir et de l'alternative globale nécessaire face au capitalisme.

CONSTRUCTION DU NPA

Le mouvement est aussi une occasion de (re)construire le NPA. Pas comme des

parasites, mais comme un outil pour construire le mouvement en y défendant une orientation particulière. Nous devons profiter de notre écho dans le mouvement social et auprès des secteurs mobilisés pour prendre des initiatives, localement ou nationalement, et mettre en discussion nos perspectives, notre projet révolutionnaire, pour avancer dans la reconstruction de notre organisation.

La réunion de salariéEs du public et du privé des 1^{er} et 2 avril est un outil important pour rassembler nos militantEs et sympathisantEs sur les lieux de travail, entamer une reconstruction. [...] Notre presse est aussi un outil pour montrer notre utilité pour construire le mouvement, relayer des informations sur le mouvement [...]. Nous popularisons nos orientations dans la lutte, en mettant en avant des informations et des analyses sur les méthodes de construction de la lutte, l'auto-organisation, la façon de poser des points politiques supplémentaires, etc.

Nous participons aussi à l'organisation de réunions publiques politiques, unitaires ou propres, dans le maximum de villes. L'objectif est de faire prendre conscience des débats politiques – c'est-à-dire posant la question du pouvoir – qui se jouent autour de ce mouvement, que les masses s'en emparent. La meilleure façon, dans un contexte de mouvement, de préserver l'unité de ce dernier est de pouvoir comparer les différentes orientations, les confronter de façon fraternelle. La NUPES est souvent un point d'appui pour les réunions unitaires, qui rassemblent du monde. [...] Nous testons la possibilité d'organiser au printemps une échéance publique type « forum pour l'anticapitalisme ». Une telle initiative (dont le format est à ajuster en fonction des possibilités), s'adresse aux individus inorganisés ou en rupture avec d'autres organisations, aux courants et organisations se réclamant de la rupture révolutionnaire avec le capitalisme. À partir notamment des questions politiques posées par la lutte actuelle sur les retraites, l'enjeu est de renforcer des interventions communes à différents courants, voire de mesurer des possibilités de sauts organisationnels. [...] □

***Le document voté, disponible sur le site internet du NPA, a subi quelques ajustements de forme à la marge pour cette publication.**

1) Lire à ce sujet François Sabado, « Démarche transitoire, Front unique, gouvernement ouvrier », <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article527>

De Blanquer à Ndiaye : la continuité à combattre

PAR ANTOINE BOUYOU

L'arrivée il y a un peu moins d'un an de Pap Ndiaye au ministère de l'Éducation avait fait pousser un ouf de soulagement dans l'ensemble des établissements scolaires. Mais la réalité est une complète continuité avec la politique de son prédécesseur.

Il faut dire que le quinquennat précédent a, sans doute possible, été le plus violent contre l'École publique, contre ses fondements et ses personnels. Et le ministre Blanquer a incarné cette politique de ségrégation scolaire, de destruction des collectifs, d'autoritarisme, d'idéologie technocratique niant la réalité vécue sur le terrain par les personnels, et d'austérité budgétaire appliquée aux moyens alloués aux établissements comme aux salaires – le tout couronné par une « politique Covid » où l'impréparation, le mépris et les injonctions contradictoires ont parachevé le mandat du ministre probablement le plus destructeur que l'Éducation nationale ait connu. Il a incarné son rôle avec une telle conviction et une telle régularité que sa personne en était venue à se confondre avec sa politique. C'était d'ailleurs un slogan, quand des cortèges entiers, en écho aux salles de profs et de maîtres, réclamaient légitimement sa démission : « Jean-Michel Blanquer, on veut plus bosser pour toi ! » C'est donc peu de dire que la non-reconduction de ce sinistre a été accueillie avec satisfaction par toutes et tous. Dans les premières semaines, Pap Ndiaye a pris soin de se démarquer en prônant un retour au dialogue et à l'écoute, propre à satisfaire les directions syndicales. Un an après, le temps de la comparaison et du bilan s'impose.

LE PRIMAIRE TOUJOURS « MIS AU PAS »

Blanquer avait imprimé sa marque de fabrique en faisant de l'apprentissage des prétendus « fondamentaux » (lire-écrire-compter) l'alpha et l'oméga de la réussite des élèves. Pour parvenir à faire adopter

ses obsessions pédagogiques, qui pourtant renforcent les déterminismes sociaux dans la réussite scolaire, il a assorti ce recentrage d'injonctions pédagogiques récurrentes. Ainsi, ce n'est pas seulement la question de l'enseignement du français et des mathématiques qui s'est jouée. Du côté des élèves, c'est l'enfermement dans des méthodes systématiques, où le décodage et la technique opératoire sont survalorisés au profit d'une démarche de recherche du sens et de compréhension des mécanismes, dans les domaines de la lecture, de l'écriture et des mathématiques. Des méthodes qui ne favorisent pas la réussite à long terme des élèves les moins connivents avec l'école et favorisent, de fait, le tri social. Mais c'est aussi, dans une atteinte inadmissible à la liberté pédagogique, la volonté de Blanquer d'imposer des méthodes d'apprentissage communes à toutes les classes de France, édictant des « règles » comme si la construction du savoir était une question de manuels de montage et les élèves des meubles Ikea. Ajoutée à cela, une folie évaluative, avec la mise en place des évaluations CP/CE1, dont le but implicite n'est pas seulement de distribuer des « bons points » aux enseignantEs, mais aussi de déposséder ces dernierEs de leur expertise, aussi bien en termes de diagnostic d'éventuelles difficultés que de remédiation.

Ce faisant, il a nié les compétences professionnelles des enseignantes et enseignants qui sont concepteurs et conceptrices de leurs apprentissages, qui savent quand et comment évaluer, et tentent, malgré la pénurie de moyens, notamment en RASED, de remédier aux difficultés de leurs élèves. Pour installer tous

ces dispositifs, il a imposé toujours davantage de postes dits « à profil » ouverts aux enseignantEs lors des mouvements de titularisation et de mutation. Ainsi, les personnes prétendant, par exemple, enseigner en CP/CE1 en REP+ doivent le plus souvent passer un entretien pour obtenir le poste visé : une bonne occasion de s'assurer de la « loyauté » des personnels dans la mise en application des recettes ministérielles. La continuité de Ndiaye avec son prédécesseur est ici flagrante. Le 12 janvier dernier, ont été publiées quatre notes de service s'inscrivant dans la droite ligne de la politique menée par Blanquer : toujours la même obsession du lire-écrire-compter, associée au mantra de l'évaluation... Tandis que la logique de profilage des postes s'est poursuivie, et encore amplifiée...

Par ailleurs, l'un des projets phares de Blanquer, qui avait échoué à le mettre en place suite aux résistances des équipes pédagogiques, a été concrétisé cette année : la loi Rihlac, adoptée par la majorité et adoubee par le ministre, qui instaure une autorité fonctionnelle au sein des écoles. Alors qu'historiquement la direction était effectuée par unE pairE, la loi Rihlac impose désormais unE cheffe aux enseignantEs du primaire. Après avoir sciemment ignoré les difficultés inhérentes à l'exercice de cette fonction, le ministre n'a apporté comme seule réponse que l'instauration d'une hiérarchie. Ce nouveau dispositif va pourtant isoler les directeurs et directrices des équipes au sein de leur école, tout en ne répondant en rien au manque de temps de décharge indispensable pour remplir correctement leurs missions, mesure qu'ils et elles réclament pourtant bien plus qu'un statut !

LE SECONDAIRE MIS AU SERVICE DU MARCHÉ DU TRAVAIL

Suppression des séries, promotion du parcours personnalisé, mise en place de bacs locaux qui mettent en concurrence les établissements et les enseignantEs, évaluations permanentes par le « contrôle continu » qui transforment les savoirs en compétences à acquérir en vue d'un examen au mépris de la formation d'esprits libres et éclairés... : le réquisitoire contre la réforme du lycée général et technologique portée par Jean-Michel Blanquer est long. L'analyse de cette réforme a été faite et refaite. Par l'individualisation des parcours et la création d'un bac « à la carte », dépendant des choix pédagogiques et de notation proposés par chaque établissement – et donc des moyens dont il dispose et de la politique de sélection qu'il met en œuvre –, elle creuse les inégalités scolaires en donnant plus de chance aux élèves qui possèdent le capital familial, économique et culturel, leur permettant de faire les « bons » choix, qui leur permettront d'accéder ensuite aux études les plus prometteuses en terme d'emplois comme de salaires. Tandis que la suppression des filières, loin de « simplifier » le bac et d'en briser la rigidité disciplinaire pour s'adapter aux intérêts et aux appétits de découverte des élèves – comme le vantait le ministre –, a au contraire contribué à opacifier encore un peu plus le système des choix d'orientation, particulièrement pour les élèves et les familles les plus démunies face aux codes de l'Institution, tout en renforçant la suprématie des disciplines scientifiques, toujours perçues, avec raison, comme la voie royale vers la réussite scolaire et sociale.

De fait, l'articulation de cette réforme avec la logique de sélection de Parcours-Sup en fait un redoutable instrument de tri social. C'est désormais l'intégralité du cursus scolaire qui se trouve soumis à une logique de rentabilité et de sélection, depuis la classe de 3^e où se décide d'abord le choix d'un stage dont l'intérêt pédagogique est à peu près nul mais dont la valorisation sur la plateforme ParcoursSup est déjà un outil précieux pour les élèves les plus favorisés, jusqu'à la classe de Terminale dont tous les enseignements sont calibrés pour que les notes des élèves puissent être enregistrées à temps sur la plateforme : ainsi, l'adoption du contrôle continu permet de baser la sélection précoce des

candidatEs sur les notes obtenues tout au long de l'année de Première et des deux premiers trimestres de Terminale, tandis que les épreuves de spécialité de Terminale sont planifiées au mois de mars, en dépit des rythmes d'apprentissage. Ainsi, le « choix » des élèves se trouve, encore plus qu'auparavant, paramétré et précocement déterminé par une logique comptable qui les oblige à calculer toutes leurs décisions en fonction des « attendus » et des « prérequis » imposés par des organismes et établissements d'enseignement supérieur de moins en moins accueillants et de plus en plus sélectifs.

Ndiaye, quant à lui, s'est attaqué à un autre pan du secondaire, particulièrement digne d'intérêt pour le patronat car il forme la main-d'œuvre la plus

République, en déplacement aux Sables-d'Olonne, a déclaré qu'il voulait augmenter la durée des stages des lycéenNEs professionnel d'au moins 50 % en trois ans, ce qui réduirait de fait, une fois encore, les heures d'enseignement. Le projet de réforme de la voie professionnelle vise en effet à orienter les jeunes vers les métiers en tension en supprimant les filières tertiaires, dans lesquelles, statistiquement, les lycéenNEs poursuivent davantage leurs études, en augmentant de 50 % le temps de stage en entreprise, pour qu'ils et elles travaillent à mi-temps et gratuitement pour l'employeur dès la classe de Terminale. Le fil conducteur des « réformes » 2009 et 2019 et de celle de Macron 2022, c'est toujours moins d'heures d'enseignement pour les lycéenNEs professionnELLEs sous statut



Pap Ndiaye au centre SNU de Châtenay-Malabry pour le forum de l'Engagement. © Twitter de Pap Ndiaye.

immédiatement disponible et la moins diplômée : les lycées professionnels. Déjà, la réforme Sarkozy-Darcos du bac professionnel, expérimentée en 2007 puis généralisée en 2009, réduisait la scolarité de ces lycéenNEs d'une année. Elle rendait, de fait, plus inaccessible la poursuite d'étude à touTEs les élèves poursuivant un CAP, dont une infime minorité pouvait accéder aux bacs professionnels, et donc à toute poursuite d'étude. Or, en France, la qualification et le diplôme sont un levier normé permettant d'accéder à un certain niveau de salaire. Amorcée en 2018, la réforme Blanquer a suivi la même logique comptable, en supprimant des centaines d'heures d'enseignement aux élèves, ainsi que l'existence du BEP, diplôme pourtant bien reconnu par les professionnELLEs.

Le 13 septembre 2022, le président de la

scolaire, avec l'objectif de les pousser vers une insertion précoce sur le marché du travail. La vision idéologique ne manque pas de clarté : de moins en moins de cours au lycée, de plus en plus de temps passé en entreprise... en fonction des besoins locaux ! Cela réduit considérablement la capacité d'analyse et d'autonomie des futurEs professionnELLEs et limite leur poursuite d'études ainsi que leur éventuelle réorientation. En outre, adapter la carte des formations en fonction des besoins des entreprises locales, c'est limiter les choix des élèves et les exposer aux aléas socio-économiques. Ces réformes s'accumulent et s'articulent dans un projet libéral cohérent visant à



réorganiser le système éducatif à l'aune des logiques du marché en soumettant explicitement l'école aux besoins des entreprises, de bac-3 à bac +3 dans des filières profilées par et pour le patronat, à l'opposé de toute démocratisation et d'ambition sociale pour les élèves, quel que soit leur milieu d'origine. Et ce, dans une totale continuité entre le ministère précédent et l'actuel.

DES TRANSFORMATIONS STRUCTURELLES VERS « L'ÉCOLE-ENTREPRISE »

Cette entreprise de soumission de l'éducation aux besoins du marché ne peut se faire sans modifier structurellement, et en profondeur, un service public d'État et son corollaire, le statut des fonctionnaires.

Ainsi, l'obsession évaluative de Blanquer n'avait pas pour seul but d'imposer ses méthodes pédagogiques discriminantes. L'autre versant était d'évaluer les enseignantEs comme les équipes dans leur application zélée des injonctions ministérielles. Et cela s'est traduit par la mise en place des « cités éducatives » ou des « contrats locaux d'accompagnement » : loin de proposer des dotations équitables et basées sur des critères objectivés et transparents, il s'agit d'accorder des moyens supplémentaires aux équipes, aux écoles, aux établissements qui porteraient des projets dont l'institution serait juge de l'intérêt pédagogique. Cette contractualisation des moyens est une réelle mise en concurrence des établissements qui, pour obtenir des dotations, devront se soumettre aux différentes injonctions et, pour les équipes, accepter la mise sous tutelle de leurs pratiques : c'est le sens du combat des personnels des écoles de Marseille contre l'expérimentation qui leur été imposée en 2022. Cette politique a été amplifiée par Ndiaye qui, dès son arrivée, s'est félicité de l'« expérience Marseille » et a annoncé son extension. De rupture, là non plus il n'est pas question. C'est d'ailleurs à l'aune de cette pratique qu'il faut aussi analyser la disparition des seuils dans les ouvertures/fermetures de classes en primaire, seule garantie d'un traitement transparent et équitable car « critérisé », ou encore la remise en cause de l'éducation prioritaire, prochain chantier auquel devrait s'attaquer le ministre.

Du côté des personnels, la pénurie organisée par le ministère Blanquer se poursuit. En maintenant un niveau salarial bas, très loin de tout « choc d'attractivité », en réduisant de facto la mobilité des personnels par manque de moyens d'enseignement, le recours aux contractuelLes est devenu une norme qui touche désormais le primaire sur l'ensemble du territoire. Ndiaye pousse la logique de son prédécesseur jusqu'au bout : en titularisant ces personnels sans concours, parfois recrutés à des niveaux salariaux supérieurs aux titulaires et qui n'ont pas eu à subir un système de mutations qui ne fonctionne plus, c'est une deuxième voie d'entrée que vient d'ouvrir le ministre. Le but en est limpide : il s'agit de mettre en concurrence les contractuelLes avec les personnels statutaires, et ainsi de soumettre un peu plus facilement encore aux injonctions ministérielles une communauté enseignante de plus en plus divisée. En somme, un management libéral classique appliqué à la fonction publique, qui compte le plus de personnels : Ndiaye fait aboutir le projet Blanquer.

UNE ACTUALITÉ BRÛLANTE

Pour celles et ceux qui pensaient encore à de possibles inflexions, sans même parler de rupture, l'annonce des dotations en postes a été une douche froide. D'aucunE dirait que les arbitrages sont rendus à Bercy. Certes. Il n'empêche que c'est bien le ministre et ses services qui font le choix de mettre en œuvre cette politique de renoncement. Loin d'une priorité donnée au primaire, pourtant encore claironnée sur tous les toits, ce sont plus de mille établissements qui sont touchés par des suppressions de moyens d'enseignement, entraînant plus de 4 500 fermetures de classes. De la même façon, le secondaire subit une saignée. Alors qu'en parallèle il annonce la mise en place de soutien spécifique en 6^e, au détriment de l'enseignement de la technologie – prouvant ainsi que le manque de moyens empêche le primaire de résorber la difficulté scolaire –, Ndiaye accepte, pour la première fois depuis dix ans et Luc Châtel, une diminution de postes. Pendant ce temps, dans tous les départements, des formations sont annulées faute de remplaçantEs, des classes restent des semaines sans enseignantE... Ce n'est même plus une continuité, c'est une dégradation accélérée.

Du point de vue des salaires, qui devaient être le chantier historique de Blanquer, le bilan n'est pas meilleur. Les promesses du Grenelle se sont heurtées à la réalité budgétaire : augmentation de l'indemnitaire au détriment de l'indiciaire, et de façon inégale. Le chantier poursuivi par Ndiaye adopte en effet une logique encore plus managériale : la mise en place du « pacte enseignant », avec des primes conditionnées à l'exercice de missions supplémentaires, présente des avantages évidents pour « gérer » le corps enseignant. C'est d'abord un formidable outil de management dans une période d'inflation et de baisse globale du pouvoir d'achat permettant de soumettre/récompenser les personnels zélés, tout en divisant les personnels entre celles et ceux qui accepteront, pour des raisons diverses, et celles et ceux qui refuseront. Entrer dans ces dispositifs sera, en outre, un critère décisif lors des entretiens de carrière, qui permettra de promouvoir les « bonnes conduites ». Enfin, étant donné qu'il s'agit de primes, leur pérennité n'est pas assurée, tandis qu'elles n'entrent évidemment pas dans le calcul des droits à la retraite. À la moindre baisse de dotations, quelles sont les garanties pour les personnels de continuer à les toucher ?

Enfin, la situation des AESH (accompagnantEs d'élèves en situation de handicap) reste toujours aussi inquiétante. Sous-payéEs, géréEs de façon purement comptable et parfois brutale par des PIAL (pôles inclusifs d'accompagnement localisés) qui nient les besoins d'accompagnement, ces personnelEs pourtant essentiels au fonctionnement de l'école, ne voient aucune lueur à l'horizon, la plus grosse administration française ayant décidé de fermer les yeux sur des paies inférieures au seuil de pauvreté parmi ses salariéEs...

Le changement initial de ton aura fait long feu. Même si certaines prises de position sur la laïcité ou les discriminations changent des discours blanquériens, la politique scolaire, elle, reste fondamentalement la même. Ndiaye, sa politique, doivent donc être combattus à la hauteur de ce dont il s'agit : le renforcement à vitesse grand V d'une école de classe, outil de tri social et de renforcement des déterminismes sociaux. Il faut continuer à s'y opposer et, le moment venu, il ne faudra pas hésiter à chanter que Ndiaye non plus, on ne veut plus bosser pour lui ! □

La guerre en Ukraine, Lutte ouvrière et nous

PAR JULIEN SALINGUE

Dans le numéro n°227 dans sa revue Lutte de classe, Lutte ouvrière (LO) a publié un article intitulé « L'ex-Secrétariat unifié face à la guerre en Ukraine¹ ». Dans ce long texte à charge contre la IV^e Internationale et les organisations qui lui sont liées, parmi lesquelles le NPA, LO entreprend de démontrer à quel point les positions que nous avons adoptées sur la guerre de Poutine en Ukraine sont l'expression d'un « renoncement théorique » derrière lequel se profile « l'abandon de la perspective révolutionnaire socialiste » (sic). L'article qui suit est une réponse au texte de LO, qui ne prétend pas répliquer à l'ensemble des nombreuses — et pas toujours très fraternelles — critiques qui y sont formulées, mais veut préciser un certain nombre de points.

L'article de LO commence par une leçon de marxisme dont les camarades sont coutumiers, avec entre autres un intertitre tout en nuances : « *Quand l'ex-SU bazarde les analyses de Lénine et de Trotsky* ». En cause ? Le fait qu'un certain nombre d'organisations membres ou proches de la IV^e Internationale, dont le NPA, caractérisent l'agression russe contre l'Ukraine de « guerre impérialiste » et, partant, considèrent que la Russie est un pays impérialiste. Or, nous expliquent les camarades, la Russie ne présenterait pas les caractéristiques des pays impérialistes telles qu'elles ont été énoncées par Lénine au début du XX^e siècle, avec notamment le fait que la politique étrangère de la Russie sur le plan économique serait guidée par « *des motifs d'abord politiques, et non par les impératifs de la reproduction élargie du capital, comme les pays impérialistes d'Europe de l'Ouest et d'Amérique du Nord* ».

Pour LO, ce « renoncement théorique » ne s'expliquerait pas principalement par notre inculture marxiste, mais par pur opportunisme : « *On voit ce que l'ex-SU peut en espérer : que cela l'aide à trouver grâce auprès de ceux qui vomissent le*

régime de Poutine, mais qui, voyant dans l'Occident la promesse d'un Eldorado, n'ont rien à redire aux agissements de l'impérialisme. C'est pour ne pas heurter les illusions ou les préjugés de ces gens en Ukraine, en Russie et en Occident qu'il rabâche "impérialisme russe", tel un mantra. » Comprendre : le choix de qualifier l'agression russe d'« impérialiste » ne résulterait pas d'une caractérisation politique de notre part, mais aurait pour principal motif une volonté de ménager les camarades avec qui nous avons des liens en Ukraine et en Russie, mais aussi, plus largement, celles et ceux qui, en Occident, refuseraient de lutter contre « l'impérialisme » (le seul, le vrai, européen et étatsunien).

C'est avec cette argumentation étonnante, qui semble postuler qu'il serait impossible de s'opposer à plusieurs puissances impérialistes lorsqu'elles sont engagées dans un même conflit, que LO entend démontrer que nos analyses seraient non seulement erronées mais, surtout, en rupture avec la tradition marxiste révolutionnaire. Au total, en qualifiant la Russie d'impérialiste, la IV^e Internationale et les organisations qui lui sont liées renonceraient de facto

à combattre leur impérialisme et, par là-même, abandonneraient toute perspective de classe. La sentence est irrévocable : « *En fait, derrière le renoncement théorique de ce courant, se profile l'abandon de la perspective révolutionnaire socialiste.* » Tout simplement.

LÉNINE MALMENÉ

Puisque LO convoque les classiques, un détour par les classiques s'impose. Et le moins que l'on puisse dire est que les camarades ont une lecture particulièrement restrictive des théories de l'impérialisme, et notamment des analyses de Lénine. À les lire, un pays ne pourrait être impérialiste que lorsqu'il adopte une politique étrangère expansionniste motivée par les nécessités — économiques — de reproduction élargie du capital. Ainsi, la Russie ne pourrait pas être qualifiée d'impérialiste dans la mesure où elle ne serait pas une puissance économique dominante mais secondaire, voire subalterne, « *reléguée au rang de pourvoyeuse de matières premières dans*



la division mondiale du travail », et que ses investissements à l'étranger ne seraient pas liés à une « surchauffe » économique intérieure ni à l'existence d'un « trop-plein » de capitaux domestiques nécessitant de trouver de nouveaux débouchés pour se reproduire.

Une lecture restrictive, disions-nous, qui repose sur une vision purement economiciste et ne tient pas compte des nuances et des avertissements d'un certain... Lénine. Dans ses textes sur l'impérialisme, ce dernier alertait en effet sur le fait que des formations sociales spécifiques pouvaient conduire à considérer certains pays comme étant impérialistes, quand bien même ils ne répondraient pas à l'ensemble des critères « économiques » énoncés pour caractériser les pays impérialistes européens et les États-Unis. C'est ainsi qu'en 1916 il écrivait « [qu']au Japon et en Russie, le monopole de la force militaire, l'immensité du territoire ou des commodités particulières de spoliation des allogènes, de la Chine, etc., suppléent en partie, remplacent en partie le monopole du capital financier contemporain, moderne². » En 1914, il évoquait déjà « le capitalisme grand-russe, qui fait œuvre de progrès en centralisant, en unissant économiquement de vastes régions », alertant quant à la possibilité d'une victoire « du capitalisme impérialiste grand-russe contre cent et une petites nations³ ».

L'empire russe s'est constitué par la conquête territoriale et la spoliation des populations non-russes, instaurant des rapports de domination coloniale au sein même des frontières de ce qui constitue aujourd'hui encore la Fédération de Russie. Le développement du capitalisme russe a évidemment participé de ce mouvement, qui a marqué durablement les structures économiques et sociales russes, y compris durant la période de l'URSS qui n'a pas mis un terme à ce phénomène mais l'a étatisé, poursuivant et amplifiant, après une courte parenthèse dans les années qui ont suivi la révolution de 1917, un « développement inégal et combiné » à l'intérieur des frontières de l'URSS⁴. La Russie comprend ainsi aujourd'hui 21 républiques de peuples non-russes (sans compter la Crimée), avec lesquelles, malgré les turpitudes de l'histoire, un rapport de domination coloniale est demeuré : le centre aspire l'essentiel des richesses des périphéries dominées

(Sibérie, Caucase, Extrême-Orient), ne redistribuant qu'une part infime aux régions concernées, et « le capital financier reconstitué [depuis la chute de l'URSS], dont la fragilité relative est une nouvelle fois compensée par le soutien d'un puissant appareil d'État, redevient le premier bénéficiaire de l'exploitation des richesses naturelles⁵ ».

LA RUSSIE, UN PAYS SUBALTERNE ?

Certains considéreront peut-être, renonçant au passage à la caractérisation de l'impérialisme russe d'avant 1917 par Lénine, que les rapports coloniaux au sein même de la Fédération de Russie ne peuvent pas permettre à eux seuls de considérer la Russie d'aujourd'hui comme un État impérialiste. Mais force est de constater que l'expansionnisme grand-russe contemporain n'est rien d'autre que l'expression, à l'extérieur des frontières de l'actuelle Fédération de Russie, des mêmes dynamiques. Des dynamiques étonnamment absentes de l'article de LO, qui semble oublier que l'impérialisme n'est pas seulement un stade de développement économique mais un système complexe de relations au sein duquel il n'y a pas seulement, d'un côté, « les pays dominants » et, de l'autre, « les pays dominés ». La position de la Russie dans le système international semble ainsi être réduite à un PIB, à de faibles investissements à l'étranger et à une dépendance vis-à-vis de composants produits par des firmes occidentales, sans jamais envisager le fait que cette situation intermédiaire n'empêche nullement le régime de Poutine de dominer politiquement et économiquement de vastes régions, à l'intérieur et à l'extérieur des frontières de la Fédération de Russie, et d'envisager d'en dominer toujours plus, quitte à passer à l'acte militairement.

La politique de la Russie en Afrique est à cet égard exemplaire, qui ne ressemble guère à celle d'une puissance subalterne et dominée telle que dépeinte par LO — qui n'évoque d'ailleurs jamais, au passage, le « capitalisme russe », se contentant de signaler, sans plus d'explications, que la Russie « a hérité une certaine base économique de l'URSS ». Le poids économique de la Russie en Afrique est certes bien moindre que celui de l'Europe, des États-Unis ou même de la Chine, mais on ne compte plus les firmes russes qui ont, au cours des dix dernières années, signé de juteux contrats d'exploitation avec divers pays

africains : Rosatom (uranium), Rusal (aluminium), Rosneft (pétrole et gaz), Gazprom (gaz), Alrosa (diamants), Renova (minerais), etc. Plus significatif sans doute, la Russie aurait fourni, selon l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm, 44% de l'ensemble des importations d'armes africaines de 2017 à 2021, ce qui conforte au passage le pays dans sa position de deuxième exportateur d'armes au monde. Des fournitures d'armes qui s'accompagnent quasi systématiquement d'accords de coopération militaire, avec une vingtaine d'accords signés au cours des dernières années, incluant formations d'officiers à Moscou, exercices communs, présence de « conseillers » et interventions directes sous couvert de milices privées (avec notamment le tristement célèbre Groupe Wagner).

« NOUVELLE GUERRE FROIDE »

Avant l'offensive contre l'Ukraine, la Russie n'était donc nullement un pays acculé et exclusivement sur la défensive, mais bien une puissance expansionniste, capable en outre d'intervenir militairement hors de ses frontières (Géorgie 2008, Ukraine 2014, Syrie 2015), en jouant des faiblesses et des rivalités entre les autres pays impérialistes — États-Unis en tête. Ce qui ne signifie nullement, ce que notre courant n'a jamais nié, contrairement à ce que prétend LO, qu'elle n'était pas elle-même la cible des menées impérialistes des États-Unis et de l'OTAN qui portent la responsabilité, avec leurs politiques hostiles à la Russie après la chute de l'URSS, du développement des tensions internationales : « [L'administration Clinton] en vint à faire les choix non seulement du maintien de l'OTAN, malgré la dissolution de l'Union soviétique et du Pacte de Varsovie, mais aussi d'une mutation de l'Alliance dans un sens interventionniste (dans les Balkans, en Afghanistan, etc.), ainsi que, surtout, de l'élargissement de l'OTAN à l'Est, en empiétant sur ce qui était la sphère de domination soviétique, voire sur des républiques de l'ex-URSS : les États baltes, d'abord, avec en perspective l'Ukraine et la Géorgie. Ces choix-là ont considérablement envenimé les rapports avec la Russie. Ils y ont déterminé la crispation nationaliste qui, combinée à la situation économique du type Allemagne de Weimar qu'a connue la Russie dans les années 1990, a produit Vladimir Poutine⁶. » Dans une situation mondiale que

Gilbert Achcar qualifie de « nouvelle guerre froide⁷ », la Russie est un acteur majeur, quand bien même elle ne serait pas aussi puissante que les États-Unis ou la Chine et ne se classerait « que » 11^e au tableau international du PIB par pays. L'État russe et son économie sont dominés par d'immenses groupes monopolistiques, avec une confusion nette entre le public et le privé, dont les intérêts économiques propres ne sauraient être réduits, comme semble le faire LO, aux ambitions politiques de Poutine. Et la politique prédatrice, expansionniste et militariste de la Russie, si elle peut être considérée, sur le temps long, comme ayant été facilitée par les politiques agressives des impérialismes occidentaux, et même si l'économie russe connaît des fragilités, n'en demeure pas moins une politique impérialiste, entendue comme une politique visant à étendre des zones de contrôle et d'influence économiques et politiques, à conquérir des marchés fondés sur des rapports de domination coloniale ou néocoloniale, quitte à faire usage de la force militaire, y compris par des interventions directes à l'étranger, parfois bien au-delà de ses frontières.

« UN ACTE D'AUTO-DÉFENSE DU KREMLIN »

À quoi bon ces subtilités conceptuelles, pourrait-on se demander. Après tout, que l'on considère la Russie comme « impérialiste » ou non, la guerre est bien là, et l'Ukraine subit depuis un an bombardements et occupation militaire. Mais de toute évidence, ces nuances sont essentielles, car c'est bien la « non-caractérisation » de la Russie comme puissance impérialiste qui conduit LO à adopter une posture considérant que Poutine serait en réalité dans une situation... défensive. C'est ce que l'on peut lire dans la livraison de mars 2023 de *Lutte de classe* qui explique que « *Poutine a répondu de façon monstrueuse à la pression continue de l'impérialisme en Europe de l'Est en lançant ses missiles et ses tanks sur l'Ukraine le 24 février 2022*⁸. » Une formulation qui fait écho à celle utilisée dans l'article de novembre 2022, dans lequel la IV^e Internationale est accusée de « *refuse[r] a priori que l'invasion de l'Ukraine puisse être un acte d'auto-défense du Kremlin*. » Les formules sont explicites même si, on doit le dire, LO n'explique jamais à quelle menace militaire directe sur l'intégrité territoriale de la Russie Poutine aurait « répondu » en envahissant

l'Ukraine — LO préférant accumuler les paragraphes critiques sur l'Ukraine de Zelensky⁹. Mais pour les camarades l'essentiel n'est pas là : il s'agit de broser un tableau global qui place les UkrainienEs dans le camp de « l'impérialisme » agresseur, en opposition à une Russie qui ne serait pas impérialiste et serait agressée, avec comme conséquence un refus de défendre les UkrainienEs face à l'offensive russe au nom de l'« anti-impérialisme ». On notera au passage que les camarades de LO vont encore plus loin que ceux qui, dans une certaine gauche radicale, tentent de réduire la situation en Ukraine à un « conflit inter-impérialiste », renvoyant dos-à-dos la Russie et l'Otan... LO pousse ainsi la logique jusqu'au bout en écrivant : « *Des militants de la classe ouvrière peuvent-ils croire et faire croire qu'il faut bouler l'armée russe hors d'Ukraine, pour ensuite régler ses comptes avec le régime des oligarques que cette victoire aura renforcé et que l'Otan protégera ?* » Une question toute rhétorique et particulièrement malaisée, qui sous-entend lourdement, en l'absence de toute perspective alternative, que le peuple ukrainien, qui réside dans un État subalterne et agressé militairement, devrait souhaiter... sa propre défaite.

LA DISPARITION DU PEUPLE UKRAINIEN

Aucune place n'est ainsi faite à la nuance, comme c'est souvent le cas avec les camarades de LO, pour lesquels souhaiter la victoire du peuple ukrainien face à l'agression russe serait souhaiter la victoire de l'impérialisme. La preuve ? Le soutien apporté par les États-Unis et l'Otan à l'Ukraine, qui serait l'implacable argument démontrant que les UkrainienEs en lutte pour défendre leurs villes et villages face à l'armée russe seraient en réalité des « pions » aux mains de l'impérialisme. Et c'est ainsi que le combat de libération menée par les UkrainienEs face à l'agression russe devient pour LO une guerre entre « l'impérialisme » et la Russie, au moyen d'une formidable opération d'effacement du peuple ukrainien lui-même, qui n'a aux yeux de LO aucune forme de subjectivité et d'agentivité politiques et se retrouve réduit à celui de fantassin de l'Otan.

Dès lors, tout est permis, et c'est ainsi que LO s'autorise à donner des leçons à nos camarades de l'organisation anticapitaliste ukrainienne Sotsialnyi Rukh (SR, Mouvement social), qui participent activement à la résistance ukrainienne

tout en dénonçant les politiques anti-sociales de Zelensky et des oligarques et en tentant d'organiser la classe ouvrière de manière autonome, mais qui sont coupables, selon LO, de ne pas en faire assez : « *S'agissant des militants de SR, il leur faudrait, outre tenir pour ennemi le régime poutinien, voir comme tel l'État ukrainien, celui de Zelensky et des oligarques, celui qu'armement et inspirent les États impérialistes. Or ce n'est pas le cas. La résolution adoptée le 17 septembre par leur congrès oppose les travailleurs aux diktats des employeurs, dénonce les oligarques et leur pouvoir, mais elle n'envisage jamais de s'adresser aux premiers pour leur proposer l'objectif de briser le pouvoir de leurs exploités et d'instaurer leur propre pouvoir.* » Conclusion : Sotsialnyi Rukh fait partie « *de petits groupes est-européens qui s'alignent, eux, sur l'Otan et le camp occidental, celui de l'impérialisme.* » Rien que ça.

LE SOCIALISME SOUS LES BOMBES ?

La grille de lecture de LO rend impossible toute perception des complexités, des contradictions d'une situation concrète. C'est ainsi que, dans le cas de l'Ukraine, les camarades refusent de voir qu'une lutte de libération nationale face à une puissance militaire occupante, quand bien même elle s'inscrirait dans un contexte régional et international de rivalités et de luttes entre grandes puissances, ne peut être dissoute, ni analytiquement ni politiquement, dans ces dernières. Autrement dit : l'opportunisme des pays impérialistes occidentaux à l'égard de l'Ukraine n'enlève rien à la légitimité du combat de la population ukrainienne face à l'armée de Poutine. L'armement fourni par les pays occidentaux contribue à modifier le rapport de forces, et c'est tant mieux pour la population ukrainienne qui subit chaque jour les violents assauts des forces russes et qui n'a guère d'autres interlocuteurs pour espérer recevoir les armes lui permettant de se défendre, mais il ne modifie pas les statuts d'agresseur et d'agressé. De même que la défense du droit des UkrainienEs à s'armer pour se défendre face à la Russie n'implique nullement, à moins de voir le monde en noir et blanc, de renoncer à lutter contre les politiques impérialistes des États-Unis et de l'Otan



et contre la course aux armements à l'échelle mondiale.

La lutte des UkrainienEs pour infliger une défaite à Poutine est non seulement légitime, mais elle est en outre une condition nécessaire — mais certes pas auto-suffisante — pour penser un avenir émancipateur pour la population ukrainienne. À moins de considérer qu'un horizon socialiste serait plus facilement envisageable dans un pays rasé et sous occupation russe, il s'agit de voir ce qui, dans la résistance actuelle, peut constituer des points d'appui pour la classe ouvrière ukrainienne dont nombre d'organisations ne sont pas dupes, contrairement à ce que semble penser LO, de Zelensky¹⁰. Comme l'expliquent nos camarades de Sotsialnyi Rukh, la résistance populaire à l'agression russe a des effets contradictoires, qui ne peuvent se résumer à l'apparente « union nationale » : « *La guerre a créé de nouvelles formes d'auto-organisation et de politique par en bas. La mobilisation du peuple pour la guerre de libération a renforcé le sentiment d'une cause commune chez les gens et leur a fait comprendre que c'est grâce aux gens ordinaires, et non aux oligarques ou aux entreprises, que ce pays existe. La guerre a radicalement changé la vie sociale et politique en Ukraine, et nous devons empêcher que ces nouvelles formes d'organisation sociale soient détruites et, au contraire, les développer*¹¹. »

POURQUOI PENSER SI CELA N'AIDE PAS À AGIR ?

Des militantEs et des organisations qui défendent de telles positions ne méritent-ils et elles pas un minimum de considération et de soutien de la part des organisations révolutionnaires ? Pour LO, c'est non, qui considère, alors que les bombes russes pleuvent sur la population ukrainienne, que celui qui, en Ukraine, ne s'oppose pas au moins autant à « l'impérialisme » qu'à l'agression russe ne se situe pas dans « le camp de la classe ouvrière ». LO reconnaît d'ailleurs qu'aucune organisation ukrainienne ne partage ses positions. On serait tenté de dire qu'il est plutôt logique qu'aucunE UkrainienE ne les partage, tant elles sont hors sol et découpées de « l'analyse concrète d'une situation concrète ». Des positions qui ne sont pas davantage partagées par les organisations anti-guerre et socialistes russes, qui revendiquent quant à

elles l'arrêt des bombardements, le retrait des troupes russes et la défaite de Poutine. De toute évidence, personne, ni en Russie ni en Ukraine, pas même les groupes socialistes les plus minoritaires, n'a compris quelle était la ligne juste.

À quoi servent des positions qui, quand bien même elles pourraient, par leur simplicité, exercer une forme de « séduction théorique », ne trouvent aucun sujet pour s'incarner ? Des marxistes révolutionnaires peuvent-ils et elles réellement penser que des idées dont personne ne s'empare, a fortiori chez les premierEs concernéEs, peuvent avoir une quelconque pertinence et une quelconque utilité ? La théorie peut-elle avoir à tout prix raison contre la pratique ? « *Le kantisme a les mains pures, mais il n'a pas de mains* », écrivait Charles Péguy à propos de la morale d'Emmanuel Kant. On serait tenté d'adapter cette métaphore aux positions « internationalistes » de LO qui, sous couvert d'une logique analytique implacable, aboutissent dans la plupart des cas à une absence totale de conclusions pratiques, c'est-à-dire de propositions pour agir, concrètement, pour tenter d'influer positivement sur le cours des événements et modifier les rapports de forces en faveur de notre classe.

« LES PHILOSOPHES N'ONT FAIT QU'INTERPRÉTER... »

Les camarades de LO peut ainsi écrire tranquillement que la IV^e Internationale « *s'éloigne de plus en plus du camp de la révolution socialiste* » tout en n'ayant eux-mêmes aucune politique vis-à-vis de la situation en Ukraine, sinon la défense de principes abstraits et la distribution des bons et — surtout — des mauvais points aux organisations ukrainiennes et russes. Pour notre part, nous avons contribué à construire, depuis mars 2022, le Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine (RESU/ENSU), particulièrement investi sur le terrain de la solidarité par en bas, indépendante de tout gouvernement, avec les organisations civiles, syndicales, féministes ukrainiennes : organisation d'équipes de travail et de campagnes thématiques, initiatives de réunions publiques, rassemblements et manifestations avec d'autres réseaux, avec des associations ukrainiennes... Nous nous sommes en outre associés à l'envoi de délégations en Ukraine ou auprès de

réfugiéEs en Pologne, de convois de solidarité qui apportent de l'aide matérielle et établissent des liens concrets avec les organisations syndicales ou féministes pour les aider à lutter contre l'invasion russe et les effets directs de la guerre, mais aussi pour l'annulation de la dette extérieure de l'Ukraine et contre les conditionnalités néolibérales aux aides, contre l'application de nouvelles lois et mesures du gouvernement Zelensky qui remettent en cause les droits des travailleurEs, ceux des femmes, ou les droits des jeunes à étudier même en situation de guerre. Et nous avons noué des liens très forts avec nos camarades de l'organisation anticapitaliste Sotsialnyi Rukh, pour laquelle nous avons organisé une campagne de solidarité financière à même de lui permettre d'exister légalement et d'apporter de l'aide concrète autour d'elle. Ce n'est sans doute pas assez, mais cela s'inscrit néanmoins dans la construction d'une solidarité internationale de classe, qui contribue probablement plus à renforcer le « camp de la révolution socialiste » que ne le fait la théorisation de l'absence de toute pratique possible, fort éloignée du marxisme. □

1) « *L'ex-Secrétariat unifié face à la guerre en Ukraine* », Lutte de classe n°227, novembre 2022. Sauf indication contraire, les citations de LO sont tirées de cet article.

2) Lénine, « *L'impérialisme et la scission du socialisme* », décembre 1916.

3) Lénine, « *De la fierté nationale des Grands-Russes* », décembre 1914.

4) « *La division coloniale du travail déformait, voire freinait le développement, parfois même transformait les républiques et les régions périphériques en sources de matières premières et en zones de monoculture. Cela s'accompagnait d'une division coloniale de la ville et de la campagne, du travail physique et intellectuel, qualifié et non qualifié, bien ou mal rétribué, ainsi que par une stratification tout aussi coloniale de la bureaucratie étatique, de la classe ouvrière et des sociétés entières.* » (Zbigniew Marcin Kowalewski, « *Impérialisme russe* », Inprecor n°609-610, octobre-décembre 2014)

5) Jean Batou, « *Impérialismes d'hier et d'aujourd'hui : Poutine, la guerre en Ukraine et l'extrême droite* », mars 2015, en ligne sur europe-solidaire.org.

6) Gilbert Achar, « *La situation mondiale est celle d'une nouvelle guerre froide* », l'Anticapitaliste mensuel n°143, février 2023.

7) Idem.

8) « *Contre la guerre en Ukraine et sa généralisation* », Lutte de classe n°230, mars 2023.

9) *Des critiques que nous pouvons partager mais qui, en réalité, ne changent pas grand-chose quant aux responsabilités dans l'agression de l'Ukraine.*

10) Lire par exemple Elias Vola, « *Ukraine : lutte de classe en temps de guerre* », l'Anticapitaliste n°642, 22 décembre 2022.

11) Sotsialnyi Rukh, « *Ukraine : "La guerre a créé de nouvelles formes d'auto-organisation et de politique par en bas"* », l'Anticapitaliste n°633, 18 octobre 2022.

Les mobilisations de la gauche et des mouvements populaires en Amérique Latine

ENTRETIEN AVEC PATRICK GUILLAUDAT

Patrick Guillaudat est docteur en anthropologie. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages sur l'Amérique Latine. Avec Pierre Mouterde, il a publié un livre de référence sur le Chili des années de la dictature, Les mouvements sociaux au Chili (1973-1993¹). Plus récemment, il a co-écrit, toujours avec Pierre Mouterde, un livre publié aux éditions Syllepse et intitulé Les couleurs de la révolution². Ce dernier travail nous emporte dans « le feu du brasier des mobilisations de la gauche et des mouvements populaires des Amériques latines et de la Caraïbe³ ». Nous avons souhaité l'interroger sur les moments marquants de l'histoire récente des gauches en Amérique latine.

L'Anticapitaliste : Les couleurs de la révolution est un ouvrage important pour toutE militantE qui s'intéresse aux résistances latino-américaines des dernières décennies et qui souhaite en tirer des enseignements stratégiques. On peut notamment s'interroger sur les tensions entre les dynamiques de résistance des mouvements sociaux (encore très puissants au cours de la dernière période) et les gouvernements dits progressistes, incarnés, au début des années 2000, par des personnalités charismatiques comme Hugo Chávez au Venezuela, Evo Morales en Bolivie, Rafael Correa en Équateur ou encore par le premier gouvernement de Cristina Kirchner en Argentine. Pourrais-tu revenir sur certaines de ces expériences, sur leurs spécificités et leurs relations avec les mouvements sociaux de chaque pays ? Quel est le bilan global que vous présentez dans le livre ? Quelles sont les potentialités et les limites des gauches anti-néolibérales en Amérique latine ?

Patrick Guillaudat : Dans la période qui a ouvert le nouveau millénaire, on se retrouve devant une « nouvelle » gauche qui, dans la plupart des pays, ne s'identifie à aucun des courants « historiques », que ce soit le communisme ou la social-démocratie. Elle puise ses

références dans l'histoire continentale et même dans l'histoire de chaque pays. C'est une des raisons à notre long premier chapitre sur l'histoire « des gauches » en Amérique latine. On a montré, dans ce chapitre, qu'il y a deux causes principales à cette rupture.

La première est en partie spécifique au continent. La montée des luttes dans les années 1960 et 1970 a été stoppée par les dictatures de sécurité nationale qui ont plongé la plupart des pays, Chili, Argentine, Uruguay, Bolivie, Brésil, etc... dans les années noires de la répression. Pendant cette période, nous avons assisté à une répression d'une rare violence qui a décimé physiquement les militantEs de gauche et des mouvements sociaux. En même temps, au Chili en particulier, ont été expérimentées les recettes économiques du néolibéralisme avec sa vague de destruction systématique des droits sociaux. Ces deux points majeurs ont laissé une gauche exsangue.

Paradoxalement, les dégâts sociaux des politiques néolibérales ont été tels que la lutte pour la survie a donné naissance à de nouvelles solidarités, en particulier dans les quartiers populaires et les populations les plus pauvres. De nouveaux mouvements sociaux ont émergé à la fin du XX^e siècle. C'est le cas du mouvement

des *pobladores* au Chili sous Pinochet, des mobilisations indigènes en Équateur et en Bolivie, des mouvements de *piqueteros* et d'entreprises autogérées en Argentine. On pourrait multiplier les exemples. Ces mouvements sociaux combattaient à leur échelle les conséquences des politiques néolibérales, et leurs expressions sur le terrain des luttes ont souvent précédé la création de nouvelles forces politiques.

La deuxième raison de cette rupture est l'effondrement du Mur de Berlin. Les survivants des partis communistes, mais pas qu'eux, se retrouvaient orphelins entraînant dans leur sillage de nouvelles questions. Dès lors, les groupes politiques qui se sont créés dans cette période nouvelle se sont construits aussi bien en prenant appui sur les mouvements sociaux de chaque pays qu'en recherchant dans leur propre histoire nationale et continentale des points permettant d'élaborer une identité politique qui leur serait propre, détachée des « idéologies de la gauche européenne ».

En simplifiant, on peut dire que le charisme est né du *caracazo* de 1989. Le MAS



bolivien s'est principalement construit à partir des mouvements des *cocaleros*, de la « guerre de l'eau » et des mouvements indigènes. Le corréisme a profité des révoltes indigènes pour se construire autour du *Buen Vivir*, notion portée par les peuples indigènes.

Grâce à cette jonction entre luttes sociales et projet politique, les victoires électorales qui ont suivi ont apporté de réels changements dans la vie quotidienne des peuples concernés. L'augmentation du prix des hydrocarbures et des matières premières a facilité la mise en place des programmes sociaux, grâce à la forte croissance des rentrées de devises. La reconnaissance des droits des peuples indigènes, l'obtention de droits démocratiques nouveaux, de nouvelles Constitutions, sont de réelles avancées qui expliquent le soutien populaire qu'ont connu ces gouvernements, avec des présidents élus jusqu'à trois fois de suite.

Ces expériences montrent aussi la puissance d'un mouvement politique qui réussit à se construire grâce à l'apport des militants des mouvements sociaux et qui apparaît comme le débouché politique naturel des luttes sociales. Le MAS bolivien a été créé en 1997 et a accédé au pouvoir en 2005. Le MVR, ancêtre du PSUV au Venezuela, est fondé en 1997, un an avant la victoire de Chávez ! Quant à Alianza País, en Équateur, il naît quelques mois avant que son président, Correa, soit élu président de la République en 2006.

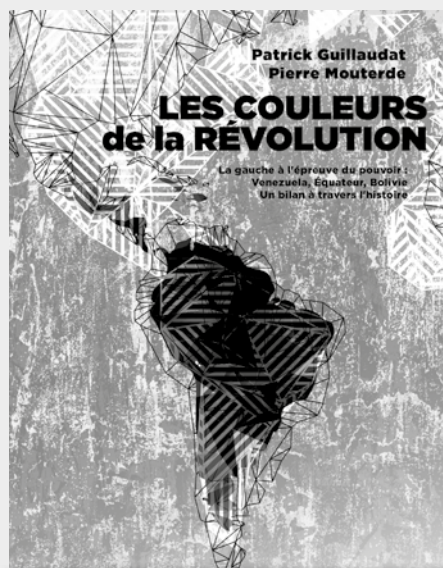
Ceci dit, ce renouveau a vite trouvé ses limites.

La première se situe dans le rapport entretenu entre les partis progressistes, une fois arrivés au pouvoir, avec les mouvements sociaux. Il oscille entre mise au pas clientéliste, comme au Venezuela et dans une moindre mesure en Bolivie, et répression voire criminalisation comme en Équateur.

La deuxième limite réside dans l'anti-néolibéralisme. Remettre en cause le néolibéralisme débouche le plus souvent sur une reprise en main partielle de l'économie par l'État, en particulier par la nationalisation de secteurs clefs, et en redonnant ses lettres de noblesse à l'État providence. Mais dans aucun des régimes progressistes, la domination de la bourgeoisie n'a été remise en cause. Elle l'a été à la marge, dans le cadre de la lutte anti-corruption par exemple, ou pour renationaliser des secteurs essentiels de l'économie. Jamais

le rapport de soumission du salariat dans l'entreprise n'a été sérieusement questionné. Au mieux, des patrons « traditionnels » ont été remplacés par les directeurs nommés par le pouvoir politique. En bref, ces gouvernements progressistes n'ont jamais été anticapitalistes.

La troisième limite est celle du rapport à l'État. Trop souvent cette question est négligée à gauche. Or, une des leçons essentielles de Marx, surtout après la Commune de Paris, tient au fait que le pouvoir de la bourgeoisie, s'il est économique au cœur de la production, se



Les couleurs de la révolution. La gauche à l'épreuve du pouvoir. Venezuela, Équateur, Bolivie : un bilan à travers l'histoire, Éditions Syllepse, Patrick Guillaudat, Pierre Mouterde, Juin 2022, 340 p., 20 €.

prolonge aussi et en même temps dans un État et des institutions construits à sa mesure. Or, même dans l'expérience la plus avancée sur cette question, à savoir le Venezuela avec son État Communal, la réalité du pouvoir est restée concentrée aux mains du petit groupe dirigeant l'État central, dont l'autoritarisme de Maduro marque bien les limites.

Beaucoup de choses ont évolué depuis « l'âge d'or » des gouvernements dits progressistes, des expériences national-populaires et de gauche de la première décennie des années 2000 et puis de la puissante vague rose qu'a connue l'Amérique latine. La situation semble être beaucoup plus contrastée aujourd'hui : des gouvernements de centre-gauche ont certes gagné du terrain notamment en Colombie et au Brésil où le retour de Lula a permis d'éviter le désastre d'un deuxième mandat de Bolsonaro, mais le danger des forces néo-conservatrices reste aux portes et les gouvernements de gauche, mis sous

tension par la crise économique, pourraient se révéler incapables de constituer un véritable contrepoids. Comment vois-tu les choses aujourd'hui ?

Avant d'en venir au danger néo-conservateur, il faut revenir au retournement de tendance qui a secoué l'Amérique latine. Le premier point c'est la chute rapide et prolongée des cours des hydrocarbures à partir de 2014. Dans les pays « progressistes », surtout de rente, cela a eu un effet catastrophique dans le financement des programmes sociaux. Le deuxième c'est le Covid-19 qui a fragilisé encore plus les économies latino-américaines et accéléré le processus enclenché par la crise ouverte en 2014 avec le retour d'un endettement massif. Le troisième c'est la multiplication des drames causés par le réchauffement climatique. Cette situation sociale dégradée a créé une vague de mécontentement et de défiance dans les populations, y compris au sein de l'électorat traditionnel des partis progressistes au pouvoir.

Grâce à cette conjoncture, les forces néo-conservatrices ont pu se développer dans de nombreux pays dirigés par des gouvernements progressistes, comme au Brésil et plus récemment au Chili. Mais cette croissance est aussi le résultat de la crise de direction au sein de la bourgeoisie, incapable qu'elle est de rétablir la totalité de sa domination. Les forces néoconservatrices deviennent ainsi des exutoires d'une colère sociale mais aussi et surtout une solution de rechange pour une fraction de la bourgeoisie. C'est en partie ce qui explique le poids électoral d'un Bolsonaro qui dépasse largement les quartiers chics. De plus, en Amérique latine, ce néoconservatisme s'appuie sur une forte tradition caudilliste et remodèle le discours populiste de droite.

Dès lors, pour assécher la vague néoconservatrice, c'est sur le terrain de classe qu'il faut se situer. Un gouvernement de gauche qui trahira les espérances populaires qui lui auront permis d'être élu favorisera l'émergence de forces néoconservatrices. Et ce qui est inquiétant dans la seconde vague de gauche, c'est la faiblesse du discours social et la prudence qui est mise pour éviter à tout prix toute confrontation avec la bourgeoisie.

Gustavo Petro, récemment élu président en Colombie, a clairement exprimé sa volonté d'union nationale et refuse toute caractérisation de gauche à propos de son gouvernement. Gabriel Boric, élu président du Chili, est en perte de vitesse

en partie parce qu'il a voulu déporter des luttes sociales extrêmement massives sur le seul terrain institutionnel, dominé par la droite.

Jean-Luc Mélenchon en France a souvent revendiqué une proximité avec les expériences de certains gouvernements progressistes en Amérique latine comme celui de Hugo Chávez ou de Rafael Correa auquel il semble emprunter l'idée de « révolution citoyenne ». Y-a-t-il à ton avis de réelles affinités entre ces projets stratégiques ?

Il est très compliqué de déterminer ce qui relève de l'affinité réelle, stratégique, et ce qui relève de la posture « d'homme d'État ». Par exemple, Rafael Correa a lutté contre le mouvement syndical en Équateur, a dissous le principal syndicat de l'éducation, criminalisé les luttes sociales, faisant même entrer certaines formes de lutte dans le code pénal, sous la dénomination d'actes terroristes. J.-L. Mélenchon n'en a pas dit un mot. On ne peut qu'espérer qu'il n'y a aucune affinité stratégique.

Mais l'affichage de JLM relève principalement de la géopolitique. Il apporte son soutien à des adversaires des USA, à des pays qui ont osé défier cet impérialisme, ce qui l'amène à être désespérément silencieux sur des politiques extrêmement critiquables menées par des gouvernements qu'il soutient.

Enfin, on ne peut ignorer que JLM s'appuie sur les théories du « populisme de gauche », élaborées par Ernesto Laclau et Chantal Mouffe, pour construire son courant politique. Or, une des particularités de ce courant est l'affirmation de la nécessité d'une incarnation du peuple derrière un chef charismatique, comme condition nécessaire pour arriver au pouvoir. On ne peut nier certaines correspondances entre JLM d'un côté et Correa, Morales ou Chávez de l'autre...

La question écologique, bien que présente dans les gauches latino-américaines, ne semble pas avoir produit des véritables changements politiques dans des pays où la pression venant de l'impérialisme nord-américain rend difficile une restructuration de l'économie. S'agit-il d'un angle mort des gauches latino-américaines ? Peux-tu nous en dire plus sur l'implantation des perspectives écosocialistes en Amérique latine ?

Si les conséquences des pressions états-uniennes de toute sorte sont évidemment

catastrophiques, il y a aussi ce qui relève des choix politiques. Desserrer l'étau signifie développer une économie qui produit pour la population et non pour le marché mondial qui, lui, accroît la dépendance du pays aux sanctions et à la spéculation.

Or les pays qui bénéficient de ressources dans leur sous-sol ont fait le choix de bâtir leur économie autour d'une production toujours plus élargie destinée au marché mondial. Alors quand la crise des cours des hydrocarbures a débuté vers 2014, ces économies ont été plongées dans la crise. Le Venezuela en est le cas extrême. La production de pétrole a servi à financer les programmes sociaux et la corruption. Mais jamais la rente pétrolière n'a été utilisée pour construire une économie de « subsistance » tournée vers le marché intérieur, aussi bien dans l'agriculture que dans l'industrie. Dès lors, dès la crise de 2014 et encore plus avec les sanctions internationales, le Venezuela s'est retrouvé en pénurie alimentaire avec en plus un effondrement industriel.

Cette course effrénée à l'extractivisme pose aussi la question du modèle de développement que l'on souhaite. La pollution des sols, la déforestation, l'expulsion de populations, la corruption, la militarisation des zones de production etc. sont des constantes dans toutes ces zones d'exploitation, à des degrés divers en fonction des gouvernements en présence.

Alors, il est toujours étonnant que certains à gauche défendent un « extractivisme propre » au nom du progrès, oubliant que cette accélération de la production dans ce secteur renforce la primarisation des économies et leur dépendance externe. Qui plus est, cette exploitation accélérée du sous-sol se cumule systématiquement avec une production agricole de plus en plus tournée vers l'exportation, au détriment des cultures traditionnelles. Même en Bolivie, pays présenté comme le nec plus ultra de l'extractivisme propre, cette dérive existe, comme autour du lac Poopó, largement asséché par une irrigation excessive pour des cultures d'exportation et par l'accumulation de sédiments issus de l'extraction des minerais comme le cuivre, le nickel, etc. Ces résidus polluent et bloquent l'écoulement des eaux. La conséquence immédiate c'est que les populations locales, notamment les pêcheurs, ont perdu leurs sources de revenus.

Un projet écosocialiste est incompatible avec ces pratiques. Ce qui oblige à repenser la fonction de l'économie, à poser la question de la propriété et de l'utilité sociale de la production. Or, ces perspectives sont absentes dans les pratiques réelles des gouvernements « progressistes ». Une chose est de discuter du Buen Vivir, une autre est d'en tirer les conséquences politiques.

Une question sur la Bolivie nous semble incontournable car il s'agit d'un pays qui a nourri beaucoup d'espoirs pour les militantEs latino-américains et d'ailleurs. Quel est à ton avis le lien entre le gouvernement du MAS (Mouvement vers le socialisme) aujourd'hui et le premier gouvernement d'Evo Morales ? Le MAS a-t-il la capacité de résister aux pressions de la bourgeoisie néolibérale dans l'actuel contexte économique ?

Le deuxième mandat d'Evo Morales a été marqué par un point de bascule à partir de 2012 : l'affaire de l'autorisation de construire la route à travers la réserve de Tipnis. Alors que la Constitution prévoit une consultation des populations impactées avant tout projet d'exploitation ou de construction d'infrastructure, le gouvernement a fait le choix inverse ce qui a amené une première rupture entre le MAS et sa base sociale, en particulier au sein du mouvement des peuples indigènes. En même temps, il y a eu l'élargissement des possibilités d'exploitation des ressources forestières et des cultures d'exportation octroyées à l'agrobusiness. La conséquence la plus visible a été la dévastation d'une partie du pays par des mégafeux de forêts identiques à ceux de l'Amazonie brésilienne.

Enfin, il y a eu la tentative de Morales de déroger à la Constitution pour se présenter une fois de plus aux élections présidentielles. Après avoir perdu le référendum sur ce point, il a trouvé une argutie juridique pour pouvoir malgré tout être candidat.

Tout ceci ne pouvait que susciter mécontentement et démobilisation. Ceci explique la facilité avec laquelle la droite et l'extrême droite ont pu réaliser le coup d'État de novembre 2019 en contestant l'élection de Morales. La mobilisation ultérieure du peuple bolivien contre ce nouveau régime se comprend avant tout comme un refus populaire de revenir à





des politiques néolibérales et racistes, marques du nouveau régime.

Porté par ces luttes, Luis Arce, candidat du MAS, est élu le 18 octobre 2020 dès le premier tour à la présidence de la République. Mais le MAS est en crise. De forts courants internes critiquent l'autoritarisme de Morales, devenu président du parti, crise aggravée par le conflit entre « ceux qui sont restés et ont résisté » et « ceux qui sont partis s'exiler ». Au-delà, plusieurs projets politiques coexistent, entre un courant « modernisateur », un courant plus « indigéniste », et un courant plus radical. Dans une telle situation, rien d'étonnant à ce que le MAS soit secoué par des scissions dont la plus significative se déroule dans le Département de La Paz, où la majorité quitte le MAS suite à un refus de la direction de valider des candidatures à des élections locales. Situation délétère qui ne se limite pas à La Paz.

Malgré tout, le MAS apparaît toujours comme l'unique rempart face à une droite désormais dominée par l'extrême droite, dont le candidat a remporté aux dernières élections locales le département le plus riche, celui de Santa-Cruz.

L'Amérique latine est un continent très riche d'expériences très diverses de lutte et de résistance. Beaucoup de choses ont été tentées, de nombreuses expériences ont échoué tout en permettant de creuser des sillons vers l'émancipation. Quels sont les voix de l'Amérique latine que nous devrions écouter pour transformer la société ? Qu'as-tu envie de dire aux nouveaux militantEs qui nous rejoignent aujourd'hui et qui souhaitent se pencher sur l'histoire des gauches en Amérique latine ?

Tout d'abord, sur ton dernier point, et c'est ce que nous avons tenté de faire dans la première partie de notre livre, il ne faut surtout pas lire l'histoire de la gauche à l'aune des seuls régimes progressistes du XXI^e siècle. Il faut revenir en arrière, comprendre les soubresauts de cette histoire des gauches en Amérique latine, à partir de l'évolution sociale, politique et économique de ce continent. Et cette histoire est extrêmement riche. Elle permet de tirer les fils qui nous amènent à la période actuelle. Elle permet aussi de comprendre que certaines catégories absentes ou peu présentes dans le discours européen resurgissent avec force

là-bas, comme la question des peuples indigènes et donc de la « plurinationnalité » ou de la dépendance à l'impérialisme notamment américain. Ce retour historique permet de situer aussi le degré de rupture entre la gauche des XIX^e et XX^e siècles d'un côté et celle du XXI^e de l'autre, mais aussi le pourquoi de telles mutations. Cette démarche facilite aussi la mise au jour de certaines similitudes. Se souvenir par exemple du péronisme, courant national-populiste par excellence, et de sa lente mais permanente évolution vers la droite et l'autoritarisme pour aboutir à la dictature militaire de 1976. Car comprendre le présent grâce au passé, c'est nous préparer à affronter l'avenir.

Pour en venir aux voix de l'Amérique latine à écouter, il y a clairement le mouvement féministe qui, dans le cours de ses propres mobilisations, pose ouvertement la question du monde que nous voulons, en remettant en cause le pouvoir patriarcal, mais aussi le pouvoir en tant que tel, comme instrument de domination. Un exemple : les manifestations féministes monstres au Chili ont été déterminantes pour virer Piñera.

Il y a aussi le mouvement indigène. Bien que très divers dans ses objectifs politiques et ses formes d'organisation, il met à l'ordre du jour la survie de la planète et tire l'écologie politique vers une critique du capitalisme. Il le fait de plusieurs manières. D'abord en mettant au centre de son fonctionnement la démocratie à la base. Ensuite en contestant les politiques extractivistes qui ne sont malheureusement pas l'apanage des gouvernements de droite. Enfin en proposant à l'humanité de se réinsérer dans la nature à travers le concept de *Buen Vivir*.

Tu remarqueras que je ne cite pas le mouvement syndical ouvrier. Malheureusement, à part en Argentine avec le mouvement des entreprises autogérées et le Brésil avec les grèves de la métallurgie qui ont permis la création du PT (Parti des Travailleurs), ce mouvement a été décimé pendant les années noires 70/80. La montée du travail informel qui représente dans certains pays plus de 50% des travailleurs, la violente répression antisyndicale, la privatisation/liquidation des entreprises publiques, le chômage de masse, sont autant d'éléments qui ont brisé la radicalité du syndicalisme latino-américain. À cela s'ajoutent le repli corporatiste, comme celui de la COB (Centrale ouvrière

bolivienne) en Bolivie, ou l'institutionnalisation, comme avec la CUT (Centrale unique des travailleurs) au Brésil ou la CBST (Centrale bolivarienne socialiste des travailleuses et des travailleurs) au Venezuela. Même si la voix du mouvement ouvrier latino-américain est peu audible en raison de sa faiblesse actuelle, de multiples expériences de luttes ouvrières se développent sur tout le continent. On doit les entendre et les populariser car elles participent à sa reconstruction.

Pour des Européens, analyser ces expériences du XXI^e siècle à la lumière de l'histoire de la gauche latino-américaine, permet non seulement de mieux les comprendre mais surtout de trouver des invariants qui, à mon avis, sont planétaires.

Le premier, c'est que tout programme économique et social qui propose la justice sociale et une meilleure répartition des richesses devra se poser la question du renversement du capitalisme, sous peine d'être balayé par une bourgeoisie qui cherchera par tous les moyens à retrouver ses « dividendes perdus ».

Le deuxième, c'est la nécessité d'œuvrer à la construction d'une hégémonie politique qui renverse celle imposée par l'ordre bourgeois. Cela passe par un programme qui prenne en compte l'exploitation capitaliste, mais qui intègre aussi dans ses combats toutes les formes d'oppression, qu'elles soient sexuelles, raciales, etc.

Le troisième réside dans la concrétisation à l'échelle nationale des aspirations démocratiques que soulèvent tous les mouvements sociaux. Comment passer de la démocratie « à la base » à une démocratie nouvelle, à l'échelle d'un pays. Ceci pose automatiquement la question du renversement de l'État qui, par essence, est antidémocratique. Autant de questions qui rejoignent celles qui se posent aussi dans les pays du Nord. □

Propos recueillis par Hélène Marra

1) P. Guillaudat et P. Mouterde, Les mouvements sociaux au Chili (1973-1993), *L'Harmattan*, 1995.

2) P. Guillaudat et P. Mouterde, Les couleurs de la révolution, La gauche à l'épreuve du pouvoir. Venezuela, Équateur, Bolivie : un bilan à travers l'histoire, *Sylepse*, 2022.

3) F. Gaudichaud, « Penser stratégiquement les résistances latino-américaines », *Contretemps*, novembre 2022. <https://www.contretemps.eu/histoire-gauche-amerique-latine-strategie-bolivie-venezuela-equateur/>

Le grand retour de Lula, un exercice d'équilibriste

PAR GABRIELLA LIMA*

C'est après quatre ans de gouvernement d'extrême droite néofasciste que l'ex-métallurgiste est réélu à la tête du Brésil pour son troisième mandat. Si les espoirs sont grands, les défis le sont tout autant.

En effet, le retour de Lula s'accompagne de trois défis majeurs : apporter des améliorations concrètes des conditions de vie de la population, relever le pays de la crise économique et sociale dans laquelle il est plongé et mettre fin à la menace que continue à représenter l'extrême droite au Brésil. Retour sur les deux premiers mois du gouvernement.

UNE VICTOIRE SERRÉE DANS UN CONTEXTE ÉLECTORAL POLARISÉ

C'est dans un contexte de crise économique, politique et sociale que se déroule l'élection d'octobre 2022. Cette crise multidimensionnelle n'est toutefois pas nouvelle : elle s'inscrit dans une séquence ouverte par les soulèvements populaires de 2013, qui a débouché sur l'impeachment de Dilma Rousseff (Parti des Travailleurs) en 2016 puis la montée de l'extrême droite sous sa forme bolsonariste. Mais elle s'accroît durant la pandémie de Covid-19 : le négationnisme de Bolsonaro a mené à la mort plus de 700 000 personnes, la forêt amazonienne était en flammes, les peuples indigènes ont été chassés par l'orpaillage illégal, les membres de la communauté LGBTQIA+ agressés et tués en pleine rue, tout comme les populations noires et pauvres entassées dans les favelas, régulièrement victimes d'interventions policières militarisées se soldant par la mort de dizaines d'innocents. La pandémie marquait aussi le grand retour du chômage de masse, de la

faim, du basculement de la pauvreté à la misère pour des milliers de familles retournées à vivre dans la rue, sans compter les taux d'inflation sans précédent. Malgré ce bilan catastrophique, Bolsonaro a tout de même réussi à gagner des soutiens auprès de l'armée, des églises évangéliques, de plusieurs secteurs du patronat ainsi que l'adhésion d'une partie non négligeable de la population à un projet politique néofasciste qu'il n'a pas réussi à concrétiser par la voie légale au cours de son mandat.

Dans ce scénario où il devenait urgent d'enlever le pouvoir à Bolsonaro, Lula était le seul à faire le poids. À vrai dire, Lula et le PT étaient déjà en capacité de bloquer Bolsonaro durant la pandémie si le parti avait décidé de mobiliser et soutenir les manifestations revendiquant l'impeachment. Or, alors que toute la gauche, les mouvements sociaux, syndicaux et même la droite prenaient la rue malgré les risques élevés de propagation du virus, l'ex-métallurgiste a préféré opter pour une tactique qui visait à maintenir le président d'extrême droite au pouvoir, l'isoler politiquement et le tuer à petit feu, afin de construire un scénario électoral dans lequel un Bolsonaro affaibli aurait fait face à un Lula érigé en héros et en symbole de la lutte pour la démocratie. Il s'agissait donc de construire les conditions d'une victoire électorale en écartant la possibilité, pour les milieux patronaux, de présenter une troisième candidature

libérale à même de vaincre Lula. La bourgeoisie l'a tenté, sans succès, en se tournant vers l'ex-ministre de la justice bolsonariste et figure publique de l'opération « Lava Jato », Sergio Moro¹, qui aurait pu incarner l'opposition aux deux autres candidats, si sa popularité et sa crédibilité n'avaient pas été depuis largement mises à mal. Avec Bolsonaro dans la course, il n'y avait cependant pas d'espace pour un troisième candidat de poids.

Ainsi, les élections de 2022 se sont déroulées dans un contexte extrêmement polarisé où le patronat s'est retrouvé à faire un choix entre Lula et Bolsonaro. En même temps, Lula était confronté à un dilemme : s'unir avec l'ensemble de la gauche et présenter un programme social qui réponde aux besoins urgents de la population, tout en cherchant le soutien des milieux patronaux avec lesquels il s'est toujours allié.

LES CONTRADICTIONS DU GOUVERNEMENT DE LULA

Voir apparaître un large front pro-Lula de la gauche à la droite n'est donc pas étonnant. Tout d'abord, parce que Lula a toujours mené un gouvernement de collaboration de classe. C'est justement pour sceller son engagement vis-à-vis de la bourgeoisie qu'il a nommé Geraldo Alckmin à la vice-présidence,





qui, il faut le rappeler, avait soutenu le coup d'État institutionnel contre Dilma Rousseff en 2016. Peu de leçons ont été tirées à ce niveau-là. Ensuite, il faut rappeler qu'une partie du patronat brésilien a tourné le dos et s'est progressivement désolidarisée de Bolsonaro suite à ses tentatives de déstabilisation de la démocratie au cours de l'année dernière. Pour ne citer qu'un exemple, nous pouvons mentionner l'organisation d'une manifestation bolsonariste lors du 1^{er} mai 2022 dans le cadre d'une campagne anti-démocratique féroce dont les deux revendications principales étaient la suppression de la Cour suprême et une réforme du système électoral. Deux mois plus tard, un manifeste en défense de la démocratie était publié et soutenu par des associations patronales industrielles et bancaires.

Si l'unité tactique avec la droite était nécessaire dans les mobilisations en défense de la démocratie, l'intégration de celle-ci au gouvernement est une grave erreur pour plusieurs raisons. D'abord, le moment historique que vit le Brésil nécessite que toutes les forces soient déployées pour faire reculer la menace de l'extrême droite. Pour ce faire, il n'y a pas de raccourci : il faut prendre des mesures radicalement sociales afin d'améliorer concrètement les conditions matérielles d'existence de la population et affaiblir la base sociale bolsonariste. Ensuite, il faut garder à l'esprit que la montée en puissance de l'extrême-droite a émergé grâce à une crise politique, celle de la perte de confiance envers les gouvernements du PT. À ce moment historique, où le danger d'une montée de l'extrême droite est toujours présent, on ne peut pas se permettre de réappliquer les mêmes recettes en espérant obtenir un résultat différent. Au final, les unions larges composées par la droite et la gauche comportent des contradictions : les secteurs les plus à gauche vont essayer de faire pencher vers la gauche la politique du gouvernement tandis que les secteurs libéraux vont tenter de la positionner le plus à droite possible.

Ces contradictions trouvent d'ores et déjà leur expression dans ce premier trimestre : alors qu'une hausse réelle et considérable du salaire minimum aurait été nécessaire pour permettre à

une énorme partie de la population de sortir la tête de l'eau, l'augmentation de celui-ci est restée marginale, voire dérisoire en compensant à peine la hausse du coût de la vie. À cela s'ajoute le fait que les taux d'intérêt soient parmi les plus élevés au monde, près de 14 %, asphyxiant ainsi le crédit à la population. L'exemple de la politique monétaire est très représentatif des contradictions du gouvernement : la Banque centrale brésilienne, qui fixe ces taux, est un organe indépendant dont le président n'est pas élu dans les mêmes temporalités que le gouvernement fédéral. Cela étant, son actuel président, Roberto Campos Neto, n'est rien d'autre qu'un bolsonariste fidèle et par ailleurs le petit-fils d'un technocrate notoire de la dictature militaire, Roberto Campos, ex-ministre de la Planification du 1964 à 1967. La « loi sur l'autonomie » de la Banque, adoptée en 2021, cristallise la séparation entre cette institution et le gouvernement, et permet le mandat de Campos Neto pour une durée de quatre ans. De son côté, Lula ne se gêne pas pour dénoncer publiquement la hausse indécente des taux d'intérêt, sans pour autant révoquer cette loi permettant la confiscation de la Banque centrale par les milieux financiers, qui comptent parmi les plus gros secteurs de la bourgeoisie à l'avoir soutenu². Cette mainmise des milieux financiers sur la politique monétaire brésilienne ne date pourtant pas de Bolsonaro. Lors de son premier mandat, Lula avait nommé à la tête de la Banque centrale Henrique Meirelles, qui avait présidé la BankBoston à l'échelle internationale. Il a notamment été l'un des premiers à déclarer publiquement son soutien à la candidature de Lula aux présidentielles de 2022, voyant en lui la garantie d'une poursuite de cette politique.

UN PROGRAMME SOCIAL FORT POUR PASSER DES PROMESSES À LA RÉALITÉ

Toujours est-il qu'en dépit de cette politique historique de collaboration de classe, un nouveau gouvernement PT offre tout de même de gros espoirs pour la classe des travailleurs et des travailleuses qui attend beaucoup de Lula en matière de regain du pouvoir d'achat, d'accès à l'emploi, de droit au logement, d'investissements massifs dans la santé et l'éducation notamment. Ce nouveau gouvernement offre

également un cadre plus favorable à la gauche et aux mouvements sociaux pour sortir dans les rues et faire entendre les revendications étouffées par le gouvernement précédent. Lula n'a d'ailleurs pas manqué le coche en faisant une entrée historique à la cérémonie d'investiture, entouré par des militantEs des mouvements sociaux devenuEs la cible de Bolsonaro. Certaines figures de ces mouvements composent par ailleurs le gouvernement, c'est le cas d'Anielle Franco – sœur de Marielle Franco – nommée ministre de l'Égalité raciale, ou encore Sonia Guajajara, figure de proue de l'Association des Peuples Indigènes du Brésil (APIB) et députée élue par le PSOL à Brasília, qui a pris la tête du ministère des Peuples indigènes, devenant la première femme indigène ministre dans l'histoire du pays. Ces investitures accordent une visibilité et une reconnaissance importante à des catégories de la population historiquement opprimées et redonnent de l'espoir et de la capacité d'action à ces mouvements. Pour ces derniers, faire élire l'ex-syndicaliste et assurer qu'il puisse prendre des fonctions de fait constituaient les deux premiers défis. Il faut maintenant qu'il parvienne à appliquer son programme. Reste également la lutte permanente contre l'extrême droite qui doit être poursuivie sans relâche. À ce sujet, Lula a réaffirmé son engagement après la tentative de coup d'État du 8 janvier dernier, en désignant les putschistes néofascistes par leur nom et en prenant des mesures sévères pour punir les coupables.

Cependant, force est de constater que le soutien de Lula au camp des opprimés et des exploités reste pour le moment plus symbolique que matériel. Nous avons déjà mentionné la hausse des taux d'intérêt et la faible augmentation du salaire minimum et cela malgré le fait que le gouvernement travaille en même temps avec les confédérations syndicales à l'élaboration d'une nouvelle politique de revalorisation salariale. Dans la configuration gouvernementale actuelle, adopter des mesures sociales ambitieuses implique inévitablement de se confronter aux intérêts de ses propres alliés. Comme nous l'avons évoqué précédemment, Lula fait des clin d'œil à la fois à gauche et à droite. D'un côté, l'ex-métallurgiste marche main dans la main avec le Mouvement des Sans Terre



Lula prend ses fonctions de 39^e président du Brésil. Photo officielle avec les ministres. © Ricardo Stuckert / RP.

et nomme la militante écologiste Marina Silva à la tête du ministère de l'Environnement ; de l'autre côté, il confie la Planification à l'ex-candidate à la présidence Simone Tebet, qui incarne les intérêts de l'agro-business et des grands propriétaires terriens. Les défis sont donc aussi grands que les espoirs car on ne peut pas redistribuer les richesses tout en préservant les intérêts d'une minorité de privilégiés. Lula a fait certes un pas en direction de la redistribution en révoquant à juste titre une loi promulguée sous le gouvernement Temer qui instaurait un plafonnement des dépenses publiques. Mais cela reste insuffisant si on ne met pas en place une réforme fiscale d'ampleur permettant enfin de rendre imposables les grandes fortunes, les héritages, les bénéfices et les dividendes. C'est la seule voie possible pour lutter contre les inégalités sociales et dégager les moyens nécessaires pour garantir des services publics de qualité à la population. Au Brésil, l'un des pays les plus inégalitaires au monde, plus de 60% des contribuables soumis à l'impôt sur le revenu touchent moins de 6 000 R\$ par mois (environ 1084 €). Tandis que, pendant la campagne électorale, Lula avait promis d'exonérer cette couche du salariat de l'impôt sur le revenu, cette mesure ne s'applique pour l'instant qu'aux revenus inférieurs à 2640 R\$ (environ 477 €).

À l'instar des questions économiques, d'autres questions sociales et environnementales restent ouvertes. Tout comme la problématique de la sauvegarde de la forêt amazonienne, la protection des peuples Yanomami est

extrêmement urgente. Grâce à ses actions et engagements, le gouvernement a su gagner la confiance et le soutien sur la scène internationale. Il n'en reste pas moins que l'apport de nourriture et soins aux victimes du massacre indigène n'est pas suffisant s'il ne s'accompagne pas d'une abrogation de la loi de présomption de bonne foi, facilitant l'orpaillage illégal qui est la cause principale du génocide Yanomami. Cette loi, qui a d'ailleurs été promulguée en 2013 par un député petiste, stipule que les simples déclarations sur la légalité de la provenance de l'or suffisent pour le commercialiser, alors qu'on estime qu'environ 30% de l'or vendu au Brésil provient de l'orpaillage illégal.

Dans le secteur de l'éducation, il est urgent de retirer la contre-réforme dite « des nouveaux lycées » qui, en baissant le niveau de formation nécessaire pour pouvoir enseigner dans les lycées, dégrade les conditions de travail de l'ensemble des enseignantEs. Le refus du nouveau ministre de l'Éducation, Camilo Santana (PT), de toucher à cette réforme, témoigne non seulement d'un mépris vis-à-vis des salariéEs de l'éducation, déjà sous-payéEs et faisant les frais de la pénurie des ressources dans le secteur, mais aussi d'une continuité de la politique de Michel Temer par qui la réforme a été proposée en 2017.

LA MOBILISATION COMME SEULE VOIE POUR ARRACHER DES VICTOIRES SIGNIFICATIVES

Au final, si la réélection de Lula est synonyme d'espoir, on ne peut pas se faire d'illusions sur l'application d'un programme de réformes radicales

permettant des améliorations significatives des conditions de vie des travailleurs/euses et des personnes pauvres. Au contraire, c'est à la gauche et aux mouvements sociaux de profiter de l'espace qu'ouvre cette nouvelle séquence politique pour arracher des victoires. La mobilisation dans la rue, les lieux de travail et d'étude servira à mettre la pression pour que le gouvernement ne cède pas aux revendications de la droite qui essaie de réaliser son agenda néolibéral. De son côté, la gauche radicale doit maintenir son indépendance politique afin de participer et soutenir les mouvements populaires dans la défense d'un programme de rupture avec toute forme de collaboration de classe. Les luttes démocratiques et sociales sont en outre indispensables pour éradiquer tout héritage lié au bolsonarisme car si une victoire électorale était nécessaire, le combat contre l'extrême droite n'est absolument pas terminé. Seule la mobilisation populaire permanente pourra permettre de la faire reculer pour de bon. □

***Gabriella Lima est militante de solidaritéS en Suisse.**

1) Sergio Moro est le magistrat qui, en 2014, avait lancé une fausse enquête anticorruption appelée « Lava Jato » (« lavage express ») qui s'est révélée être un énorme scandale judiciaire. Moro est ensuite devenu le ministre de la Justice de Jair Bolsonaro.

2) Pour en savoir plus sur la sur la confiscation de la Banque centrale brésilienne par les rentiers, voir notamment l'article du PSOL : « É preciso lutar contra o rentismo encastelado no Banco Central », Revista Movimento (movimentorevista.com.br)

Pérou : un soulèvement populaire puissant et une violence féroce de l'appareil d'État

CORRESPONDANT

Le Pérou vit depuis maintenant trois mois un soulèvement populaire d'une intensité inédite¹, à partir des jours et des semaines qui ont suivi la destitution le 7 décembre 2022 du Président Pedro Castillo par le Congrès (Une chambre législative unique) et la nomination à sa place de la vice-présidente Dina Boluarte.

Le centre de la révolte s'est situé au début dans les provinces du Sud du Pérou où vit une forte majorité de communautés autochtones Aymaras et Quechuas. La réponse du gouvernement de Dina Boluarte a été féroce. C'est là, dans la région andine de Apurimac, qu'ont eu lieu les dix premiers morts par balles tirées par la police et les forces armées ; puis Ayacucho a connu plus de dix morts, et au sud-est, Arequipa, cinq autres morts. Le 9 janvier, la ville de Juliaca, dans la province de Puno, à deux pas du lac Titicaca, on comptera 21 morts dont 17 par balles d'armes de guerre. Loin de reculer, les manifestants sont entrés dans des grèves régionales. Ils et elles ont non seulement bloqué de grandes routes indispensables pour l'économie du pays et tenté d'occuper les aéroports provinciaux mais ils ont tenu des assemblées et délibérations et organisé leur riposte. En fait, très vite, la révolte s'est étendue à toutes les régions du pays avec des intensités diverses. Les manifestations dressent les mêmes revendications : la démission de Dina Boluarte, la dissolution du Congrès, des élections immédiates et une Assemblée Constituante².

UNE SITUATION BLOQUÉE À L'ISSUE TRÈS INCERTAINE

La répression du gouvernement de Dina Boluarte s'est poursuivie jusqu'à atteindre maintenant plus de 60 morts par balles réelles dans une débauche de tirs de grenades lacrymogènes et de chevrotines, avec des centaines de blessés et de détenus, avec l'imposition de l'état d'urgence et du couvre-feu dans certaines provinces, avec envoi de troupes de l'armée. Dina Boluarte dont 70% de la population souhaite le départ (sondage récent) refuse de démissionner, et le Congrès à majorité de droite et d'extrême droite et qui est rejeté par plus de 80 % de la population selon de très nombreux sondages répétés, a finalement repoussé l'avancée de nouvelles élections. Comme l'explique le journaliste Carlos Noriega : « *La rue réclame une élection anticipée, présidentielle et parlementaire alors qu'elles sont prévues pour 2026. Une majorité populaire – 73% selon un récent sondage – exige qu'elles aient lieu cette année. Dans ce congrès, un secteur de droite a bloqué cette possibilité [...] Au mieux des élections pourraient avoir lieu en*

*2024. L'alternative offerte par l'extrême droite qui s'oppose à des élections anticipées est une répression accrue pour maintenir ce gouvernement³ ». En même temps certaines provinces et certaines organisations nationales, comme celle des *ronderos* – autodéfense paysanne – la CUNARC, décident d'organiser une nouvelle marche sur Lima le 13 mars « *avec des contingents de manifestants venant de 15 provinces* ».*

UN MOUVEMENT PROFONDÉMENT ANCRÉ TERRITORIALEMENT MAIS PEU ARTICULÉ AU NIVEAU NATIONAL

À partir de leur auto-organisation territoriale rassemblant les couches sociales et les associations les plus diverses, paysanNEs, étudiantEs, petitEs commerçantEs, autoentrepreneurEs, taxis, camionneurEs... incluant parfois des élus locaux ou régionaux, les communautés décident de leurs actions, délèguent leurs représentants, fabriquent leurs banderoles et pancartes et communiquent dans les réseaux sociaux et organismes de presse locaux. Certes plusieurs organisations sociales et organismes existent à l'échelle

nationale et réagissent solidairement contre la violente répression et en faveur des revendications de cette révolte populaire, proposant des mobilisations nationales pour certaines dates : l'Assemblée nationale des Peuples-ANP, la CGTP (la centrale syndicale autrefois puissante), la Fédération nationale des travailleurs de l'enseignement, le SUTEP La CUNARC etc. Elles n'ont pas cependant dans l'actualité l'autorité nationale, ni la capacité organisatrice pour articuler nationalement ce mouvement⁴. C'est à partir de l'ancrage local, du quartier, de la ville ou de la région que les manifestantEs décident de se mettre en mouvement. L'ANP a proposé une grève nationale le 19 janvier. Les régions mobilisées ont pris la décision d'une marche sur Lima, la capitale, ce jour-là. Pour certains, il s'agissait de la nouvelle « Marcha de los 4 suyos⁵ », pour d'autres, « la Toma de Lima » (la prise de Lima). Lima est en effet le centre du pouvoir oligarchique, politique, administratif et économique du pays, et concentre le tiers de la population du Pérou soit près de 10 millions d'habitants sur 33 millions. Il s'agit du lieu privilégié où réside l'élite économique et politique du pays. Le rapport de force n'y est pas pour l'instant favorable. Mais c'est là aussi où réside toute une partie des populations pauvres des provinces qui ont fui les Andes ou l'Amazonie pour survivre dans les montagnes et vallées à la périphérie de Lima. Les liens avec la province d'origine ne sont pas coupés.

Ainsi, à la veille de la Marche, ville par ville, celles et ceux qui allaient représenter massivement la communauté ont été désignéEs, avec des collectes pour payer voyage et séjour, et les délégations ont été accompagnées jusqu'aux camions et autobus. Arrivés à Lima, elles et ils ont été accueillis et hébergés soit dans les locaux d'organismes sociaux, soit dans certaines universités, celle de San Marcos ou de l'UNI-formation d'ingénieurs, soit dans les familles des quartiers périphériques. Les manifestations ont eu lieu le 19 janvier dans plusieurs parties de la ville. Même si le centre de Lima a été interdit ainsi que les quartiers privilégiés, les manifestations durement réprimées n'ont

cessé de s'y dérouler, le 19 janvier et les jours suivants. Pourtant elles se sont déroulées de façon dispersée, chacune de son côté. À partir des districts populaires de Lima Sud et Lima Est, des habitants de la ville ont accompagné dans les manifestations les délégations de province qui ont pris une forme massive le 24 ou le 26 janvier après l'occupation militarisée de l'université de San Marcos, la plus ancienne de l'Amérique latine, et l'arrestation de 190 personnes, menottées, jetées à terre, humiliées et gardées à vue pendant 24 heures.

RETOUR SUR LES CAUSES DE L'ÉCLATEMENT DE LA CRISE AU PÉROU

L'élection à la présidence de Pedro Castillo en juin 2021 avait été le produit d'une période d'instabilité politique accélérée, d'un profond rejet des politiques et de grande frustration sociale. À partir de 2016, en six ans, le Pérou a connu quatre Présidents qui n'ont pas fini leur mandat et dont l'un, Merino, a été chassé au bout de cinq jours par de grandes manifestations en novembre 2020. Plus encore, la profonde corruption du système économicopolitique néolibéral en vigueur⁶ a vu cinq anciens présidents de la République, depuis le mandat de Fujimori, poursuivis et condamnés pour corruption, en particulier par l'entreprise du BTP brésilienne Odebrecht. L'un d'entre eux, Alan Garcia, président du Pérou à deux reprises, a préféré se suicider avant son arrestation. Sous de tels auspices présidentiels, les étroites relations public-privé sont rémunérées à tous les échelons⁵ et les partis politiques extrêmement fragmentés sont devenus des franchises, fondés par des entrepreneurs pour favoriser les affaires. Ainsi, au fur et à mesure de la sortie des scandales, le rejet du politique et des politiques a profondément gagné les consciences.

Enfin, le modèle économique néolibéral fondé sur l'exportation de matières premières, après quelques succès et le boom du cours des matières premières entre 2000 et 2012, à tel point que l'on parlait du « miracle économique péruvien » a révélé ses fragilités et contradictions⁷ : sa dépendance des cours mondiaux, ses inégalités sociales abyssales, ses énormes disparités régionales,

particulièrement entre la capitale et les provinces, mais aussi au niveau régional entre les villes et les campagnes, entre les centres-villes et les périphéries, les saccages environnementaux, le racisme structurel ancestral contre les différentes communautés autochtones, la corruption permanente. Malgré les mobilisations de l'année 2000 promettant le changement et la démocratie, le modèle fujimoriste est resté inchangé, bénéficiant d'un haut degré de consensus parmi les classes dominantes et a été même parfois « perfectionné » à travers les gestions de Alejandro Toledo (2001-2006), Alan Garcia (2006-2011) et y compris celle de Ollanta Humala (2011-2016) qui avait pourtant promis la rupture.

Des causes multiples de ressentiment et de colère s'étaient ainsi accumulées depuis de nombreuses années.

DE L'ÉLECTION À LA DESTITUTION

C'est dans ce contexte qu'un inconnu, un obscur instituteur d'origine paysanne des Andes du Nord, pourvu d'une très récente expérience syndicale enseignante (grève de 2017), Pablo Castillo, outsider ne faisant pas 5 % des voix dans les sondages à quelques semaines du premier tour, est arrivé d'abord en tête en avril 2021 avec 19 % des voix, puis a été élu contre Keiko Fujimori, la fille du dictateur, avec 51 % des voix et donc une différence de seulement 44.000 voix avec sa concurrente.

Avec un discours promettant « plus un seul pauvre dans un pays riche », en faveur des investissements, des routes, des écoles et des hôpitaux partout, avec la promesse de la convocation d'une assemblée constituante pour changer les règles du jeu, sa candidature a capté cette méfiance vis-à-vis des politiques professionnels, les frustrations et les ressentiments des secteurs les plus abandonnés du pays et cette aspiration à changer, bénéficiant aussi du vote anti Fujimori.

Dès son arrivée au pouvoir, P. Castillo a été contesté, harcelé par toute l'élite économique, politique et médiatique de Lima. La déclaration du





bureau de la IV^e Internationale⁸ : l'explique parfaitement : « [...] Il a gouverné sous la pression d'une élite raciste de Lima, de l'ultra-droite populiste de Keiko Fujimori, d'un parlement et d'une presse pro-coup d'État, qui n'ont jamais accepté qu'un syndicaliste d'origine paysanne et de l'intérieur soit président. Les grands médias, l'ultra-droite parlementaire et le ministère public l'ont assiégé en permanence, avec un blocage systématique des projets de loi de l'exécutif, l'ouverture de six poursuites publiques contre le président en un temps record, et des motions de vacance et d'interpellation successives [...]. »

La déclaration poursuit : « Mais au lieu de s'appuyer sur les organisations populaires pour tenir les promesses de changement pour lesquelles le peuple a voté, Castillo a progressivement cédé aux classes dirigeantes, écartant les ministres progressistes ou de gauche et intégrant des technocrates néolibéraux dans son cabinet. En moins d'un an et demi, il a perdu l'initiative politique et a tenté de décréter un "état

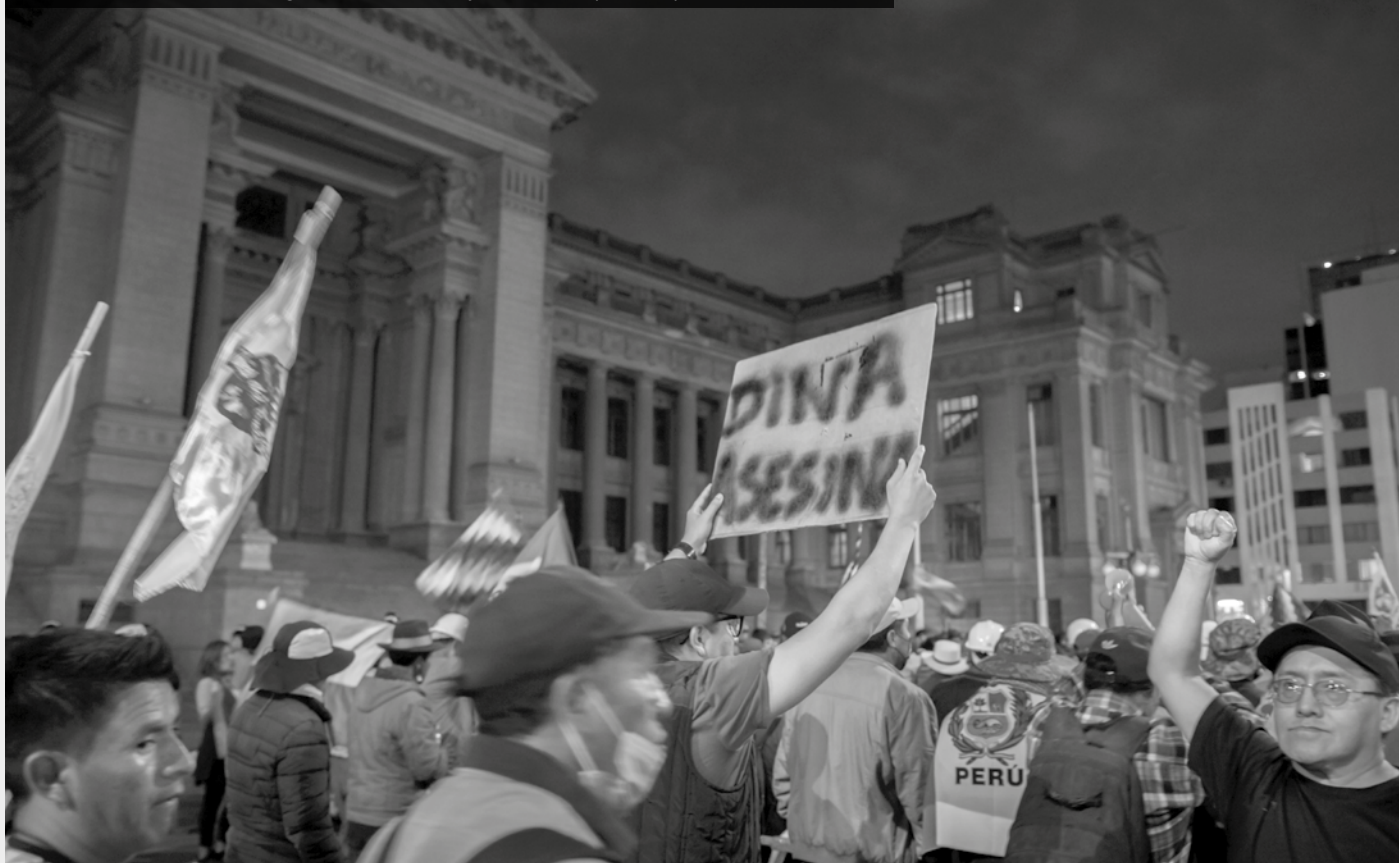
d'urgence" raté, sans aucune base ni corrélation des forces. La manœuvre a été accueillie par un coup de force au Congrès, qui a été approuvé en neuf minutes, sans droit à la défense et en ignorant les procédures établies dans le règlement même de l'institution parlementaire. »

L'EXPLOSION POPULAIRE

Malgré les déceptions éprouvées par les 16 mois de gestion gouvernementale calamiteuse de P. Castillo, les conditions de sa destitution ont été ressenties par de nombreuses couches populaires et pauvres de la société péruvienne comme une négation de leur existence et de leurs demandes. Pour elles, P. Castillo représentait symboliquement un Pérou qui aujourd'hui ne se sent pas représenté et c'est ce dernier qui le premier s'est manifesté à Ayacucho, Apurimac, Puno, Cuzco, Arequipa, dans tout le sud du Pérou, des Andes à la côte pacifique, jugeant illégitime la désignation de Dina Boluarte, la vice-présidente qui avait promis que si Castillo était destitué, en aucun cas elle n'accepterait de le remplacer. Très vite comme nous l'avons vu la férocité de la répression qui va s'abattre sur ce Pérou exclu qui

proteste pacifiquement va incendier la région, puis le pays. Le cynisme des accusations de Dina Boluarte innocentant les forces policières, culpabilisant les manifestants et les accusant d'intervention terroriste en liaison avec des forces étrangères (boliviennes), la reprise de ces accusations et calomnies de « terruqueo » dans les médias centraux – « terruquear » signifie traiter de terroriste toute action revendicative, avec la volonté de renvoyer ainsi les imaginaires à la sombre période du terrorisme du « Sentier lumineux » des années 1980 qui ont provoqué plus de 70 000 morts – tout cela a creusé le fossé. Par leur appui immédiat à une Dina Boluarte ne disposant d'aucune assise sociale et politique personnelle, les forces de droite et d'extrême droite du Congrès ont signifié leur volonté de récupérer le contrôle de l'appareil exécutif avec l'accord de tout le conglomerat oligarchique, de toute la presse centrale. L'établissement de relations directes avec les forces armées et les autorités policières, la poursuite systématique de la répression marquent les contours d'un régime civico-militaire autoritaire et répressif qu'ils veulent consolider et stabiliser par la répression.

Manifestations à Lima lors de la grève nationale du 19 janvier. © Candy Sotomayo / Wikimedia commons



GOVERNEMENT ILLÉGITIME ET CONGRÈS

La déclaration du bureau de la IV^e Internationale examinant le rôle du Congrès le définit ainsi : « *En tant qu'agent du coup d'État, l'actuel Congrès péruvien a prouvé qu'il n'avait pas la légitimité démocratique pour rester en fonction, et qu'il n'avait jamais eu de pouvoir constituant. Après la vacance de poste irrégulièrement approuvée contre Castillo le 7 décembre et la répression brutale des manifestations populaires par le gouvernement illégitime, il est urgent de démettre Boluarte de ses fonctions et d'appeler à de nouvelles élections présidentielles et à un nouveau Congrès.*

La profonde érosion populaire du système politique péruvien issu du fujimorisme exige – comme le demandent sagement et courageusement ceux qui se soulèvent contre le Congrès et le président putschiste – un nouveau processus constituant, démocratique et souverain, qui réécrira les règles du jeu en faveur des majorités⁹ ».

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE AVEC LE PEUPLE PÉRUVIEN

La déclaration de bureau de la IV poursuit : « *La Quatrième Internationale exprime sa solidarité avec les mobilisations populaires au Pérou et notre soutien actif à leurs revendications, à commencer par la fin immédiate de la répression des manifestations, la libération de tous les prisonniers et une enquête approfondie, avec des observateurs internationaux, sur les morts, les blessés et les emprisonnements perpétrés par les forces armées et la police ».*

Elle se conclut enfin par un appel à « toutes les organisations révolutionnaires et progressistes du monde à dénoncer le coup d'État qui a renversé Castillo, le gouvernement autoritaire de Dina Boluarte et le Congrès putschiste, face à la répression brutale qu'ils déploient dans le pays andin. »

À Paris nous avons pour notre part participé aux rassemblements qui ont été organisés par les associations péruviennes dès l'annonce des premières répressions, le dimanche 17 décembre Place de la République et le dimanche 29 janvier lors de la marche du Châtelet à la Place de la

République organisée par le « *Collectif péruvien contre l'impunité* ». Enfin, le lundi 20 février, à l'appel de « *France Amérique latine* » et de « *l'Asociacion Peruanos unidos por la constituyente* » nous nous sommes rassemblés devant l'Ambassade du Pérou à Paris dénonçant la répression du gouvernement de Dina Boluarte. La prochaine initiative devra se dérouler dans l'unité devant le ministère des Relations extérieures de France pour exiger que le gouvernement rompe son silence face aux massacres commis par le gouvernement de Dina Boluarte contre le peuple péruvien. Le NPA vous appelle toutes et tous à faire un succès de cette initiative solidaire unitaire. □

1) Certains évoquent comme précédent les 26, 27 et 28 juillet 2020 quand eut lieu « *la Marcha de los 4 suyos* », une marche nationale venue de tous les coins du Pérou à Lima contre le régime dictatorial et corrompu de Alberto Fujimori qui contribua à la démission de la Présidence de ce dernier quelques mois après. « *Les 4 suyos* » est une référence aux quatre coins cardinaux ainsi qu'aux quatre Régions qui formaient le territoire de l'empire Inca.

2) Dans une interview publiée initialement dans le revue « *Jacobin* » et reprise dans une traduction française dans le n° 703/704 de la revue *Inprecor*, Anahi Durand, sociologue de l'université de San Marcos, qui fut pendant quelques mois ministre de la Femme du gouvernement de la Présidence de Pedro Castillo, explique « *Je pense que l'ampleur de ces protestations populaires nous a tous pris au dépourvu et pas seulement la classe dirigeante péruvienne. Nous péruviens, sommes habitués à nous considérer comme une société totalement fragmentée où seules des protestations sectorielles ont lieu et, généralement pour des raisons économiques « limitées » : les cocaleros (cultivateurs de coca), les mineurs du Nord, les communautés indigènes de l'Amazonie* ». Nous recommandons la lecture des articles sur le Pérou publiés dans ce numéro d'*Inprecor* qui commence à ouvrir le débat sur la situation de la gauche anticapitaliste et anti-impérialiste de ce pays.

3) « *Pérou, Pas d'élections anticipées. La présidence et l'extrême droite choisissent l'ordre répressif* » Carlos Noriega, 22 février 2023, *Alencontre*. Carlos Noriega est journaliste du quotidien argentin « *Página12* ».

4) Dans ce sens, les préoccupations exprimées par Jonathan Fuentes, sociologue de l'université de San Marcos, et membre du MUP-Mouvement pour l'Unité populaire, dans son interview dans *Jacobin* de février 2023 nous paraissent légitimes : « *Il manque à la rébellion populaire un espace articulateur consolidé au niveau national qui puisse accélérer la chute du gouvernement assassin de Boluarte et renforcer le drapeau de l'Assemblée constituante comme stratégie de rupture avec le néolibéralisme. Les organisations populaires traditionnelles de l'ANP, qui ont un poids politique important, n'ont pas réussi à s'articuler avec les organisations populaires régionales au rythme nécessaire. Cette difficulté*

doit être résolue le plus vite possible : sinon, la dispersion peut s'approfondir, retardant les sauts organisationnels du mouvement populaire qui a avancé depuis des revendications socio-économiques jusqu'à des revendications politiques dans un processus de politisation importante. La création du Comité national unifié de lutte (CONUL) qui intègre les organisations régionales, le Bloc universitaire et Les Limas (Sud, Nord, Est) est dans ce sens un pas en avant important ».

5) Cf note 1.

6) La tragédie péruvienne trouve en grande partie son origine dans la Constitution actuelle, promulguée par le dictateur Alberto Fujimori en 1993, qui a institué le financement des partis et des candidats par les entreprises – garantissant une majorité quasi perpétuelle aux forces les plus conservatrices et pro-business – ainsi que la possibilité pour l'exécutif d'être constamment sous la menace d'une destitution par le Congrès. Cette Constitution suivant les instructions du « *Consensus de Washington* » et le modèle constitutionnel de Pinochet, a refondu la structure économique du Pérou. Les articles 58 et 59 établissent le rôle de l'État comme promoteur du secteur privé dans le cadre « *d'une économie sociale de marché* ». L'Institut péruvien d'économie créé sur ces bases avec l'appui de la Banque mondiale et de grands groupes nationaux, garantit l'osmose entre la Haute fonction publique et les intérêts patronaux.

7) 1% de la population détient 30% des richesses du pays. Les provinces les plus riches en ressources minières ou gazières sont les plus pauvres en développement. Le taux de pauvreté atteint 45% autour de la région qui exploite l'énorme mine de cuivre de Las Bambas au sud du Pérou ou dans la région des mines d'or de Yanacocha à Cajamarca au nord du Pérou. Il y a un recouvrement quasi complet entre les cartes des activités extractives et les cartes des indices de pauvreté, ce n'est pas un hasard non plus que ces régions soient celles avec la plus grande densité de populations autochtones et où la répression de l'armée et de la police est la plus sanglante.

8) Déclaration du Bureau exécutif de la IV^e Internationale janvier 2023.

9) Aider le mouvement populaire qui s'est engagé dans ce combat pour en finir avec la Constitution néolibérale de 1993 et pour une assemblée constituante passe par ouvrir un large débat parmi les forces anticapitalistes et anti-impérialistes du Pérou aujourd'hui très dispersées et qui n'ont plus le rayonnement qu'elles ont pu avoir dans les années 70. C'est ce débat dans lequel se sont engagés les camarades de Sûmate Nuevo Peru dans leur déclaration publiée dans le n° 703/704 d'*Inprecor* de même que la publication dans ce numéro de l'interview de Anahi Durand : « *Les revendications démocratiques et anti-néolibérales synthétisées dans la lutte du mouvement populaire, pose à la gauche péruvienne le défi d'apporter la construction d'un projet politique de rupture avec le néolibéralisme et le capitalisme. La tâche du moment est d'impulser l'alliance ouvrière-paysanne pour qu'elle se dresse en direction nationale de lutte de l'héroïque lutte déployée par nos peuples du Pérou profond. N'importe quelle issue institutionnelle qui proviendrait du congrès putschiste et du gouvernement assassin de Boluarte serait dans le meilleur des cas insuffisant, l'objectif doit passer par en finir avec la néfaste Constitution de 1993 et son projet institutionnel légué par la dictature fujimoriste* ».

Au Chili, à 50 ans de la mort d'Allende, des avancées radicales sont toujours nécessaires

ENTRETIEN AVEC FRANCK GAUDICHAUD

Franck Gaudichaud est spécialiste des mouvements sociaux au Chili et en Amérique latine. Il a publié de nombreux ouvrages dont Gouvernements progressistes en Amérique latine (1998-2018). La fin d'un âge d'or (PUR, 2021) ; Fin de partie ? Amérique latine, les gouvernements progressistes dans l'impasse – 1998-2019 (Syllepse, 2020) ; Chili 1970-1973. Mille jours qui firent trembler le monde (PUR, 2016). Il prépare actuellement un livre intitulé Découvrir la voie chilienne au socialisme, aux Éditions sociales. À 50 ans du coup d'État marquant le début de la dictature de Pinochet, nous l'avons interrogé sur le bilan qu'il tire des événements que traverse le Chili aujourd'hui, de la révolte populaire que le pays a connue en 2019 à la défaite du référendum sur la nouvelle Constitution.

L'Anticapitaliste : Pourrais-tu revenir d'abord sur l'échec du référendum sur la nouvelle Constitution ? Peut-on parler d'une hégémonie néolibérale ?

Franck Gaudichaud : Ce qu'on peut dire c'est que la défaite au dernier référendum qui devait permettre d'en finir avec la Constitution de 1980, celle de la dictature, est lourde de conséquences. Cette nouvelle Constitution, dont il faut rappeler qu'elle avait été rédigée pendant un an par une convention constitutionnelle qui était en grande partie dominée par les gauches, le mouvement féministe ou encore une partie des « indépendantEs » issus du mouvement social, était très progressiste et prévoyait non seulement de mettre fin à la Constitution de 1980 (issue de la dictature) mais, au-delà, enclenchait, dans ses principaux articles,

une perspective post-néolibérale, plurinationale et de nouveaux droits sociaux et féministes. C'est cette Constitution, rupturiste pour le Chili néolibéral actuel, qui a été défaite lors du référendum de septembre dernier : c'est plus qu'une déception, il s'agit d'une défaite majeure pour le gouvernement Boric (centre-gauche) – qui d'ailleurs n'a pas su défendre à la hauteur cette perspective constitutionnelle – et c'est aussi une défaite pour les secteurs des gauches du Frente amplio-FA (Front large, au pouvoir), les gauches féministes, le Parti communiste (aussi au gouvernement), et d'une partie des mouvements sociaux, celles et ceux qui avaient fait le pari du processus constitutionnel comme une sortie possible par le haut après la révolte d'octobre 2019.

Les raisons de la défaite sont multiples et d'autres articles et entretiens les ont analysées. Il y a d'une part un vote sanction contre les limites et le manque d'avancées sociales du gouvernement Boric, mais aussi contre les constituantEs dont une partie ont été considéréEs comme faisant partie du « système » – et donc sans trop de légitimité – , rejet aussi d'un texte que le mouvement populaire n'a pas pu ni su défendre, de nouveaux droits qui sont apparus comme éloignés des galères du quotidien faute de débats et d'insertion dans les quartiers, sur les lieux de travail, pour mener cette bataille.

Et c'est aussi le contexte qui a changé, entre le moment où commence le processus constituant en 2021 et aujourd'hui. Depuis, il y a eu les ravages de la pandémie, l'inflation à 15%, la

crise économique, la question migratoire qui a été dominée par les thèmes de l'extrême droite, la question aiguë sécuritaire et du narcotraffic qui a aussi été instrumentalisée par la droite et sur lesquels le gouvernement de centre-gauche s'est montré assez suiviste. Donc, finalement, c'est une défaite majeure après l'immense révolte populaire d'octobre 2019 et l'espoir que celle-ci a permis : celui d'en finir avec l'héritage maudit de Pinochet et d'une démocratie au rabais. Aujourd'hui, oui, le Chili subit toujours l'hégémonie néolibérale issue de cette démocratie « pactée » dont a accouché la dictature en 1989-90 (et qui a été gérée par les sociaux-libéraux puis la droite).

Peut-on dresser un premier bilan du gouvernement Boric ?

Nous sommes à un an de mandat du plus jeune Président de l'histoire du Chili, issu lui-même des puissants mouvements étudiants de 2011 et de la création du Front large en 2016 qui se voulait incarner une nouvelle gauche indépendante du Parti communiste et, en même temps, située à gauche des socio-libéraux, et notamment de l'ex-Concertation qui a gouverné le pays pendant vingt ans (1990-2010). Ce gouvernement parfois qualifié de « progressiste » ou « social-démocrate », a finalement dû composer dans le cadre d'une coalition composée, d'une part, par le Parti communiste – qui participe de nouveau à un exécutif comme il l'avait fait durant le gouvernement Bachelet – et, en même temps, par des partis issus de l'ex-« Concertation » qui ont géré fidèlement le capitalisme néolibéral depuis 1990. C'est donc une coalition assez hétérogène, mais qui penche clairement du côté des sociaux-libéraux dans ses principales orientations.

Les réformes promises étaient relativement importantes. Il faut rappeler que Gabriel Boric a gagné au second tour de la présidentielle avec plus de 56 % des voix, face à l'extrême droite d'Antonio Katz (qui était arrivé en tête au premier tour). Aujourd'hui, il y a très peu d'avancées. Concernant la réforme fiscale, les plus riches et leurs entreprises, l'activité minière aussi, vont être un peu plus taxés, mais c'est assez indolore, malgré leurs hauts cris. Il faut rappeler que

le ministre des Finances est l'ancien président de la Banque centrale, un orthodoxe du point de vue économique, adepte d'une politique d'austérité budgétaire. Les promesses sur les retraites, là aussi, ont accouché d'une version sociale-libérale, avec un pilier constitué par un fonds de pension étatique, mais on reste dans une logique de capitalisation et des Agence de fonds de pension (AFP), pilier du système néolibéral au Chili (et mis en place en dictature). Sur la santé, si la gratuité a clairement avancé avec Boric dans le système public, ce dernier reste paupérisé et sous-financé, tandis que le système des assurances privées est en crise. C'est donc toujours le principe de la subsidiarité néolibérale qui domine les politiques publiques de ce gouvernement. Il faut souligner que c'est un gouvernement qui a peu de marge de manœuvre institutionnelle, car minoritaire au Parlement, où sa coalition représente au mieux 40 % environ des éluEs : il doit tout négocier avec la droite et le centre-droit.

En même temps, Boric et la gauche de l'exécutif (dont le PC) ont vraiment renoncé à mobiliser leur base sociale depuis très longtemps, à chercher à s'appuyer sur le mouvement populaire. Le FA est quant à lui vraiment dans une logique d'administration de l'État et de cogestionnaire « progressiste » du capitalisme. Il a d'ailleurs des réponses sécuritaires et autoritaires, notamment contre les luttes pour la terre et l'auto-détermination du peuple mapuche dans le sud du pays où sa réponse a finalement été la même que celle des gouvernements antérieurs, c'est-à-dire la militarisation et l'État d'exception. C'est cette même logique qui domine l'agenda sur la question de la migration, de la sécurité et du narcotraffic dans un contexte où l'inflation est à plus de 13 %, où le réajustement du salaire minimum négocié avec la CUT, la Centrale unitaire des travailleurs ne compense même pas l'inflation. La déception est donc immense, y compris au sein de la base du Front large et du PC. Ce mécontentement s'exprime sans que pour l'instant il y ait des capacités réelles de reconstruction, de résistance et d'alternative indépendante. Il va sûrement y avoir des changements durant les prochaines semaines au

gouvernement mais aujourd'hui ce qui domine c'est le secteur de la ministre Carolina Tohá, issue du Parti pour la démocratie, un des partis de la gestion néolibérale des années 1990-2000. Cela montre bien que la coalition de gauche a été complètement intégrée au système et « neutralisée » du point de vue des avancées sociales et démocratiques.

Dans cette conjoncture, qu'en est-il des luttes, des mouvements sociaux ?

Se pose effectivement la question des luttes et des mouvements sociaux depuis la grande révolte d'octobre 2019. Il faut rappeler que cette révolte a fait trembler l'hégémonie néolibérale au Chili et que le gouvernement de droite de l'époque, sous la Présidence de Piñera, a failli tomber face à la puissance du soulèvement. Il y a eu une grande radicalité de classe, une vraie spontanéité dans les luttes, un questionnement direct du néolibéralisme, des institutions et de la précarité par la rue, et en même temps une forte hétérogénéité des ressorts de la mobilisation. Les gauches radicales sont très fragmentées et faibles. Elles n'ont pas été capables de donner des perspectives au mouvement et la « nouvelle gauche » du Front large a été complètement débordée. En novembre 2019, on a vu le mouvement syndical et la « Table de l'unité sociale » (regroupant plusieurs organisations) capable d'animer, sous la pression, deux jours de grève nationale, historiques, qui ont transformé les rapports de force dans le pays. Mais la réponse qu'ont apportée les partis politiques du Parlement a été une sortie constitutionnelle partielle, avec un « accord pour la paix sociale et une nouvelle constitution » qui a en partie désactivé les luttes d'octobre. Il y a eu surtout une forte répression d'État, très violente, avec des centaines de prisonnierEs de la révolte, des milliers de blesséEs graves, des agressions sexuelles et des morts.

Par ailleurs, la pandémie est venue mettre une chape de plomb sur ces dynamiques de lutte. Dans le même temps, il y eu une canalisation vers



les institutions, vers le projet constitutionnel négocié par Gabriel Boric et les principaux partis traditionnels (dont la droite dure) dès novembre 2019 autour d'une assemblée élue, mais en partie corsetée dans ses prérogatives. L'élection de Boric a redonné espoir à toute une partie de la gauche face à l'extrême droite, et en la possibilité qu'il y ait un changement réel. La défaite au référendum a été une douche froide. De plus, le tissu des assemblées territoriales qui avaient été très importantes en 2019 a été en partie désactivé par la force de la crise économique et la pandémie. Le mouvement syndical reste faible. La Centrale unitaire des travailleurs (CUT) est largement contrôlée par le Parti communiste, le PS et la démocratie chrétienne. Il y a donc des luttes mais qui sont très éparses. On a vu dernièrement des mobilisations de la jeunesse et des étudiantEs pour protester contre la politique timorée du gouvernement Boric. Les secteurs les plus radicalisés du peuple Mapuche sont en résistance (y compris sous des formes politico-militaires pour certains) contre l'État lui-même. Globalement, il existe une difficulté générale, depuis la pandémie, à réorganiser et coordonner un mouvement structuré, avec surtout un agenda alternatif à celui du gouvernement Boric, tout en étant capable d'affronter la droite et l'extrême droite qui sont très fortes dans le pays. Dernièrement, celles-ci reprennent du poil de la bête : l'extrême droite – nostalgique de Pinochet ! – a été capable de gagner des députés, et vise désormais le gouvernement, en suivant une stratégie à la Bolsonaro.

Néanmoins, il faut rappeler la force essentielle du mouvement féministe au Chili. La Coordination du 8 mars vient de préparer un 8 mars et une grève féministe à nouveau très radical, qui met au centre la question de défaire le néolibéralisme et le patriarcat qui, en même temps, critique l'agenda tiède et institutionnel du centre gauche. Le peuple mapuche, les féministes, la jeunesse sont ainsi les possibles moteurs d'une réorganisation, mais dans un contexte où il y a peu de perspectives, en termes partisans, à gauche du Parti communiste, qui permettent une articulation

sociale et politique alternative, d'indépendance de classe, d'affrontement renouvelé avec les responsables de la crise et qui, d'une certaine manière, puisse revendiquer l'héritage d'octobre 2019 pour le prolonger et l'approfondir.

Quelles sont donc les perspectives politiques à moyen et plus long terme ?

Après la défaite du référendum sur la nouvelle Constitution, les forces parlementaires se sont empressées d'enclencher un nouveau processus constitutionnel mais qui, cette fois-ci, est une caricature de démocratie et s'inscrit très bien dans cette démocratie « des consensus » avec la droite et l'oligarchie. La nouvelle dynamique constituante est loin d'une assemblée constituante souveraine : c'est une commission « d'expertEs » nommés par les partis qui vont rédiger un premier texte ; ensuite, il y aura une cinquantaine de constituantEs élus le 7 mai, et qui seront « encadrés » par une commission de juristes et qu'ils soient expertEs ou candidatEs, on voit ressurgir avec effroi de vieilles figures de la politique traditionnelle de la bourgeoisie chilienne et du néolibéralisme, certains issus même de la dictature. Tout cela validé au nom du « moindre mal » par le Parti communiste, le Parti humaniste, le Front large...

Certes, il est probable que prenne fin – enfin ! – la Constitution autoritaire de 1980 (si un référendum valide le nouveau texte fin 2023) mais, en même temps, dans une version minimaliste, sous contrôle des vieux partis qui pourtant sont largement délégitimés et décriés depuis 2019, et bien loin des nombreux droits sociaux et politiques que proposait le texte de la convention qui vient d'être défaite. C'est d'une certaine manière l'enterrement d'octobre et l'enterrement de la possibilité d'une Constitution véritablement souveraine et démocratique qui s'annonce.

Malgré tout, le gouvernement Boric est dans un contexte régional plutôt favorable avec des gouvernements progressistes dans plusieurs pays, notamment en Argentine et en Bolivie parmi les pays voisins, mais aussi au Mexique et désormais au Brésil. Il y a un nouvel agenda d'intégration et coopération régionale mais qui

reste encore timide dans le cadre de la crise générale que vit l'Amérique latine, conséquence de la crise mondiale et aussi de la guerre en Ukraine. Boric a pris quelques positions internationales courageuses, par exemple sur le Nicaragua en dénonçant très clairement le régime dictatorial d'Ortega – à la différence d'autres gouvernements « progressistes », – mais il n'a pas vraiment un agenda diplomatique très ambitieux.

Enfinement, quels enseignements peut-on tirer de l'expérience récente du Chili ?

Le Chili comme « laboratoire du néolibéralisme » reste un pays dont on peut tirer des leçons stratégiques pour les gauches et les mouvements sociaux : comment réussir à affronter une hégémonie néolibérale qui s'est mise en place en dictature, qui s'est prolongée depuis 1990 dans une démocratie complètement dominée par l'oligarchie chilienne ? Ça pose la question de démonter justement le système de retraites par capitalisation, un système de santé et d'éducation aux mains du marché et surtout une caste politique qui est au service des grandes familles de la bourgeoisie et du capital étranger (chinois et étatsunien), ces mêmes forces qui ont détruit le pays à coup d'extractivisme, le pillage des ressources pour l'exportation qui ravage les écosystèmes du pays, tout en imposant une précarité générale.

On voit pourtant que, malgré la contre-révolution des années 70-80 et l'écrasement de toute une génération du mouvement populaire, il y a, depuis les années 2000, une réactivation de grandes luttes. Elles ont explosé avec la révolte de 2019 mais, malgré cette massivité et radicalité et aussi une nouvelle génération mobilisée et très créative, il y a encore des difficultés à ancrer dans les classes populaires un horizon alternatif.

Le néolibéralisme « avancé » a imprégné la vie quotidienne des Chiliens et des Chiliennes, dans leur « cosmovision » pour ainsi dire. C'est un pays qui reste conservateur dans ses repères culturels dominants et dans lequel n'arrive pas à émerger une gauche anticapitaliste large et unitaire, capable de défendre pied à pied de nouveaux droits, d'affronter l'extrême droite et en même temps



Salle de réunion principale de la Convention constituante. © LuisCG11 / Wikimedia commons

de rompre avec les sociaux libéraux, qui n'ont fait que légitimer l'héritage néolibéral dans ce pays. Le défi porte ainsi sur comment reconstruire une gauche indépendante qui se nourrit et soit au service notamment de la puissance du mouvement féministe, mouvement anticapitaliste et antipatriarcal, mais aussi aux côtés des migrantEs (toujours plus nombreux depuis quelques années), des Mapuche mobiliséEs, des résistances territoriales et de l'écologie. C'est ce que propose par exemple un mouvement comme « Solidaridad » (mais à une échelle encore très réduite). L'objectif est de défendre une perspective stratégique qui serait celle de l'écossocialisme, et qui tire des bilans critiques de l'expérience passée.

La mort d'Allende, c'était il y a 50 ans : quel est le travail de mémoire et son rôle dans le Chili contemporain ?

Effectivement, je ne voudrais pas terminer cet entretien sans rappeler qu'on est à cinquante ans du coup d'État du 11 septembre 1973. Durant toute l'année,

il y aura des commémorations au Chili et à l'échelle internationale pour analyser ce coup d'État qui a permis, au-delà de la mort d'Allende, l'écrasement de l'Unité populaire et de l'expérience socialiste, mais aussi la répression sanglante de milliers de militantEs révolutionnaires et de citoyenNEs. Le gouvernement Boric essaye de s'inscrire dans cette commémoration pour mettre en avant un certain nombre de réflexions en termes de mémoire historique et de reconnaissance du rôle de l'État dans la violence du coup d'État. Il souhaite réaffirmer qu'il est un gouvernement progressiste qui, à 50 ans du coup d'État, rejette toutes les formes d'atteinte aux droits humains.

En même temps, on voit à quel point l'héritage de la dictature est toujours présent dans le Chili actuel. Il y a encore de nombreuses réticences pour reconnaître l'ampleur de la répression y compris devant les tribunaux. Il n'existe pas de programme pour ouvrir les archives des Forces armées et le gouvernement ne pousse pas dans ce sens.

C'est pourtant indispensable pour le travail de mémoire, d'histoire, mais

aussi de justice alors que l'impunité reste très forte. Cela renvoie également à la façon dont est réprimée la protestation populaire, une répression qui se perpétue sous d'autres formes.

Dans le sillage de la révolte de 2019, il y a eu de très nombreux prisonnierEs du mouvement. Un certain nombre ont été finalement graciés par le gouvernement, ce qui a fait hurler la droite. Mais on voit à quel point, finalement, ce passé hante toujours le présent. Il ne pourra être défait que par des avancées radicales en matière de droits sociaux, démocratiques et par le démantèlement de l'héritage néolibéral. □

Pour aller plus loin, écouter le nouvel épisode de « C'est quoi le plan ? », le podcast de la revue Contretemps intitulé « Pourquoi la gauche et les mouvements populaires ont-ils subi un coup d'arrêt au Chili ? », Ugo Palheta revient avec Franck Gaudichaud sur la situation politique actuelle : <https://spectremedia.org/cest-quoi-le-plan/>.

Le Mexique de Lopez Obrador au milieu du gué

PAR FABRICE THOMAS

Dimanche 26 février les opposants au gouvernement de Lopez Obrador ont organisé des manifestations de masse dans plusieurs grandes villes du Mexique. Celle de Mexico a rempli la grande place du Zocalo et les rues avoisinantes. En tout sans doute plusieurs centaines de milliers de manifestants dans tout le Mexique. Du jamais vu depuis l'arrivée au pouvoir d'AMLO en juillet 2018.

Le prétexte de ces manifestations était la réforme, décidée par le président et votée par le parlement, du code électoral et de l'institut qui gère les processus électoraux, l'INE. L'image que les organisateurs ont voulu leur donner est celle d'un soulèvement « citoyen » en défense de la démocratie. Mais les slogans, les discours et la tonalité des commentaires de la grande majorité des médias qui sont depuis le début vent debout contre le gouvernement AMLO dessinent clairement une autre réalité. C'était une opération politique des partis qui alternaient au pouvoir depuis plus de 20 ans avant 2018. Ils se saisissent d'une loi qui les priverait d'importants moyens pour prétendre défendre les libertés contre un président qui selon eux voudrait faire du Mexique « un nouveau Venezuela ».

L'OPPOSITION DANS LA RUE...

La loi votée au parlement mexicain cherche à réduire le pouvoir et le budget de l'INE qui s'est révélé sous la gestion des partis du « Pacte pour Mexico », le PRI, le PAN et le PRD, une formidable machine à financer les partis au pouvoir, la corruption et le trucage des élections. En juillet 2018 cette machine a été incapable d'enrayer la victoire de Lopez Obrador porté par une immense vague de rejet de ces partis. Mais, en prévision des prochaines élections de 2024, le gouvernement d'AMLO et sa majorité au parlement veulent limiter l'énorme financement des grands

partis, faire élire les membres de l'INE et introduire le vote électronique. Les partis d'opposition ont déposé un recours devant le Tribunal suprême de la justice de la Nation pour faire annuler cette loi. Pour eux il s'agit de garder le contrôle sur les processus électoraux et de mobiliser les classes moyennes hostiles au gouvernement de Lopez Obrador pour le déstabiliser.

... CONTRE UN GOUVERNEMENT TOUJOURS POPULAIRE...

Après cinq ans au pouvoir, Lopez Obrador bénéficie encore du soutien de la majorité de la population car si son bilan est contrasté, la rupture avec les gouvernements précédents reste évidente dans un certain nombre de domaines.

Conformément à ce qu'il avançait dans sa campagne électorale, AMLO a mené la lutte contre les plus scandaleux cas de corruption, de détournement de fonds publics et de ressources pétrolières et de fraude fiscale. Il a annulé des mégaprojets contre lesquels la population s'était battue, comme celui de l'aéroport de Texcoco, ou les pires aspects d'une réforme néolibérale de l'éducation, objet de très dures luttes des enseignants depuis des années. Il a entamé la bataille contre les multinationales pour récupérer la souveraineté énergétique du pays, nationalisé des raffineries et annulé des contrats léonins. Vis-à-vis des États-Unis sa politique étrangère a marqué une nette différence avec l'alignement pratiqué

par tous les gouvernements qui l'ont précédé. Que ce soit vis-à-vis de Cuba, des menaces sur le Venezuela, ou de l'Organisation des États d'Amérique manipulée par Washington.

Sur le plan social, les cinq années écoulées ont été marquées par de nettes et inédites, bien que largement insuffisantes, améliorations : pension universelle pour toutes les personnes de plus de 65 ans, bourses pour plus de 11 millions de jeunes sans emploi ou étudiants sans ressources, augmentation du salaire minimum de 40% (et 110% dans les provinces du nord du Mexique, lieu des « maquiladoras » sans droits, là où les salaires sont les plus bas, où de grandes grèves victorieuses ont eu lieu). Notable également l'obtention, via le Tribunal suprême, de la dépénalisation de l'avortement, premier pas vers sa légalisation que les luttes des femmes doivent encore imposer.

... QUI N'A PAS ROMPU AVEC LE LIBÉRALISME

Cette rupture avec les pires aspects du néolibéralisme a ses limites. Le gouvernement d'AMLO ne remet pas en cause les fondements du libéralisme, il a ratifié les traités de libre commerce avec les États-Unis et le Canada, il se refuse à organiser un audit de la dette publique, qu'il continue, bien qu'il la dénonce, à payer rubis sur l'ongle. Vis-à-vis de la politique migratoire, il s'aligne sur les demandes des États-Unis que ce soit à sa frontière Nord avec eux, ou à sa frontière Sud d'où affluent les masses

d'émigrés d'Amérique centrale.

En matière d'environnement, à côté d'un vaste plan de reforestation créateur d'emplois, il promet par exemple la construction du « train maya » dans le sud du pays, aux conséquences écologiques redoutables, sans réellement consulter les populations indigènes qui d'ailleurs en profiteront bien peu. Il ne remet pas non plus en cause la politique extractiviste.

Sur le plan social également, AMLO s'arrête en chemin. Il n'a pas réformé le système de retraites, largement aux mains du capital privé et particulièrement défavorable aux travailleurs. Vis-à-vis du mouvement syndical, s'il a donné quelques possibilités supplémentaires aux travailleurs pour se syndiquer et aux syndicats indépendants d'exister, il a maintenu des rapports privilégiés avec les grandes fédérations mafieuses qui dominent le syndicalisme mexicain et se refuse à dialoguer avec le mouvement syndical démocratique et combatif.

Enfin en ce qui concerne le dramatique problème de la violence liée aux narco-trafiquants et à leur présence dans toutes les régions et dans tous les pores de la société, AMLO continue à ne miser que sur l'armée. Il a ressorti des cartons de la Constitution mexicaine une « Garde nationale » qui loin d'être conçue comme un armement d'auto-défense de la population, à l'image des polices communautaires qui dans plusieurs régions indigènes du pays parviennent à protéger leur population, a été d'emblée placée sous le contrôle de l'armée qui en assure tout l'encadrement. L'armée est d'ailleurs choyée par le gouvernement qui multiplie les gestes à l'égard du haut commandement, comme par exemple celui de décider que les bénéficiaires du futur « train maya » serviront à garantir les pensions de retraite des militaires. Pour l'instant la hiérarchie militaire lui en sait gré. Le ministre de la Marine, un amiral, vient récemment d'apporter publiquement un soutien inconditionnel à Lopez Obrador.

La politique vis-à-vis des droits et revendications des peuples indigènes ne risque d'ailleurs pas de choquer l'armée. C'est celle du statu quo. Lopez Obrador n'a rien fait pour faire appliquer les fameux Accords de San Andres signés il y a plus de vingt ans, jamais respectés, qui étaient censés amener la paix avec les zapatistes de l'EZLN et

reconnaître les droits des peuples indigènes dans tout le Mexique.

AMLO FACE À LA DROITE ET À SES LIMITES

Comme on peut le voir, le caractère progressiste du gouvernement d'AMLO a ses limites. Indépendamment du passé politique très institutionnel de Lopez Obrador (issu du PRD, trois fois candidat à la présidence de la République), il faut tenir compte du fait qu'il n'a pas été porté au pouvoir à l'issue d'une vague de luttes sociales et politiques, mais par un immense mécontentement dont il a représenté la traduction électorale. Sa pratique très « caudilliste » du pouvoir, le fait qu'il s'appuie sur une nébuleuse politique, « Morena », au fonctionnement vertical qui a intégré nombre de carriéristes venus des partis du « Pacte pour Mexico » et surtout les liens qu'il a tissés dès sa campagne électorale avec des secteurs de la bourgeoisie et du monde des affaires qui souhaitent un nettoyage d'un régime et d'un système de gouvernement à bout de souffle, expliquent les limites que Lopez Obrador et son entourage imposent à son action.

Comme on l'a vu lors des manifestations de ce dimanche 26 février, tout ça n'empêche pas les vieux partis, la grande majorité des secteurs bourgeois et conservateurs et les membres des classes moyennes qu'ils influencent de s'inscrire dans une démarche revancharde et une hostilité sans nuance. À l'instar d'autres pays d'Amérique latine, ces secteurs ont un fort pouvoir politique, à commencer par le contrôle quasi total qu'ils exercent sur les grands médias de communication, (télévisions, journaux, réseaux...). Ils contrôlent encore un bon nombre de gouvernements d'États et ont un nombre de sièges suffisant au parlement fédéral pour bloquer des réformes constitutionnelles. Ils enragent de voir qu'AMLO continue à afficher des taux de popularité inédits, surtout après cinq ans de gouvernement, que les chiffres macro-économiques (inflation, chômage...) du Mexique sont assez nettement meilleurs que ceux de la plupart des pays d'Amérique latine et que l'armée ne donne pas de signe de rupture avec le gouvernement.

LE PEUPLE MEXICAIN DEVRA SE DÉFENDRE LUI-MÊME

Cela dit, rien n'est assuré. La situation économique et sociale peut basculer à l'occasion d'une forte aggravation de la

crise mondiale. Les secteurs de la bourgeoisie et de l'armée qui soutiennent le gouvernement peuvent changer de camp. Dans ces circonstances la population et les travailleurs ne pourront pas compter sur AMLO et son parti Morena pour défendre ce qu'ils ont acquis et empêcher le retour au pouvoir de ceux qu'ils ont chassés électoralement. Du point de vue d'une résistance populaire, beaucoup reste à construire. Le mouvement ouvrier reste en grande partie gangrené et prisonnier des vastes structures syndicales bureaucratiques et mafieuses ; la gauche, la vraie, est extrêmement divisée et très faible numériquement dans un pays de 120 millions d'habitants. Les communautés indigènes autoorganisées se maintiennent certes face aux narcos, aux grands propriétaires, aux projets écocidaire et aux autorités locales mais elles restent pratiquement isolées. Le mouvement Zapatiste tient au Chiapas, malgré des divisions, mais n'a plus le même impact sur la société mexicaine et il ne peut prétendre incarner cette résistance à l'échelle du pays. À une échelle plus locale ou plus réduite, des signes encourageants existent, comme cette vague de grèves dans les maquiladoras du nord du pays qui a soulevé la chape de plomb qui pèse sur les travailleuses de ces usines, comme la régulière montée en puissance des mouvements féministes¹, ou la formation et organisation de syndicats démocratiques et combattifs².

Les militantEs du mouvement ouvrier, des communautés indigènes, des mouvements féministes et écologiques sont nombreux à vouloir faire converger leurs luttes, à chercher les voies de construction de fronts unitaires pour imposer au gouvernement d'AMLO la satisfaction de leurs revendications et imposer les mesures indispensables pour faire face aux menaces que toutes les forces réactionnaires font peser sur la population mexicaine. Le chemin pour y parvenir est certainement difficile mais il est le seul. □

1) Ce 8 mars à Mexico, une vague violette de 90 000 personnes a répondu à l'appel à la grève féministe contre les féminicides (969 féminicides enregistrés l'année dernière).

2) Du point de vue de l'extrême gauche anticapitaliste nous notons aussi avec espoir la formation d'une nouvelle organisation, encore bien modeste certes, le Mouvement Socialiste du Pouvoir Populaire résultat de la fusion de l'organisation de nos camarades de la IV^e Internationale de la CSR avec ceux de l'ONPP.

Illouz, *Les émotions contre la démocratie*

PAR HÉLÈNE MARRA

Eva Illouz est une sociologue franco-israélienne dont le travail explore les phénomènes d'interpénétration entre la sphère des émotions et des affects et celles du marché et de la politique. D'une façon générale, sa production scientifique apporte une contribution originale à la compréhension des transformations du capitalisme et de son idéologie.

Dans son ouvrage *Les émotions contre la démocratie*, publié en 2019 aux éditions du Premier Parallèle, l'auteure applique son modèle de l'émotivité au domaine politique. Le régime sécuritaire de l'État d'Israël lui sert de « laboratoire » pour étudier ce qu'elle définit, en citant Francis Fukuyama, comme « un populisme nationaliste » qui mine la démocratie de l'intérieur.

LE RISQUE DU FASCISME

Si l'introduction du livre débute avec une référence au discours de Theodor W. Adorno - penseur emblématique de la Théorie critique de l'École de Francfort - sur le lien entre la concentration du capital et les mouvances fascistes, entretenues par la peur du déclassement de certaines couches sociales s'identifiant à la bourgeoisie, le concept de « fascisme » est au fur et à mesure abandonné au profit du mot-valise « populisme ». Le discours populiste, selon Illouz, mobilise prioritairement quatre registres émotionnels : la peur, le dégoût, le ressentiment et l'amour de la patrie, qui offrent des causes aux pertes subies en identifiant un ennemi, à l'intérieur et à l'extérieur des frontières. L'auteure considère que le populisme constitue « une tendance préjudicant au fascisme » (p. 10).

POPULISME ET STRUCTURE DES SENTIMENTS

En s'appuyant sur l'analyse d'une série d'entretiens réalisés avec des citoyens juifs soutenant le régime, le livre essaie d'explorer une perception du monde régie par la peur, le dégoût, le ressentiment

et l'amour de la patrie, à l'origine de la construction de trames causales faussées. Le qualificatif « faussée » est préféré à celui de « fausse conscience » jugé méprisant vis-à-vis des acteurs concernés. Il s'agit alors de travailler sur une déformation des cadres de perception du monde social qui est encouragée par le régime en place à travers l'instrumentalisation des quatre catégories d'émotions.

Eva Illouz fait appel à l'expression « *structure de sentiment* » de Raymond Williams pour expliquer le fonctionnement des affects dans la vie politique et la manière dont ils peuvent façonner les identités individuelles et de groupe. Comme dans le cadre de l'économie du bonheur, les experts en marketing politique, les consultants, les personnalités politiques et les médias façonneront des récits censés entrer en résonance avec des expériences sociales comme celle du déclassement. Ces matériaux symboliques et émotionnels, agissant à un niveau pré-cognitif, influencent la compréhension du monde des groupes sociaux.

LA PEUR

L'instrumentalisation politique de la peur mène les juifs à concevoir les « Arabes » (terme utilisé par les interviewés) comme une « *masse indifférenciée, haineuse, reflétant la menace ancestrale de l'annihilation* » (p. 38). « *La force ou l'annihilation* » est devenue la devise politique et morale fondamentale d'Israël ainsi que la justification principale de sa doctrine sécuritaire qui a profondément façonné le style de gouvernement et la culture d'Israël. La menace sécuritaire sert à légitimer la suspension des libertés publiques et des droits

fondamentaux. La peur de l'ennemi est enchâssée dans l'appareil d'État et dans toute la société civile. C'est comme si une société adoptait en bloc le mode de pensée des militaires : « *on nous disait en permanence que les Palestiniens sont des terroristes, qu'ils apprennent à leurs enfants à tuer* », déclare Nadav, l'une des personnes interviewées ayant intégré l'armée. La peur fige l'ennemi et l'éloigne de la réalité. Elle agit plus profondément quand l'ennemi est distant géographiquement plutôt que quand on a la possibilité de le voir. Il est intéressant de remarquer qu'une certaine empathie vis-à-vis des populations palestiniennes se manifeste chez une citoyenne interrogée qui habite à proximité de la bande de Gaza. L'ennemi existe à l'extérieur des frontières et à l'intérieur, il est constitué à la fois par les populations arabes et les femmes et les hommes de gauche. En capitalisant sur une peur ancrée dans l'histoire des juifs, Netanyahu a ainsi réussi à alimenter les divisions et les inégalités. L'auteure souligne qu'à Gaza, personne n'échappe à la peur de la faim, des privations, de la mutilation et de la mort mais cette peur est réaliste et relève d'une véritable expérience de la souffrance et de la négation des droits fondamentaux. Sans toutefois jamais parler d'apartheid, elle souligne également que les habitantEs Arabes de Jérusalem-Est n'ont pas accès à la citoyenneté et sont très vulnérables sur le plan statutaire et juridique.

LE DÉGOÛT

Le dégoût peut également être transmis à travers le discours. Selon l'anthropologue Mary Douglas, tous les systèmes culturels instaurent une ligne de

démarcation entre les choses qu'elles identifient comme « sales » et celles qu'elles définissent comme « propres ». Ce sentiment de dégoût semble renvoyer à la fois au religieux et aux catégories de genre, c'est-à-dire à l'univers du féminin et du masculin. Une femme qui a ses règles est considérée comme « impure » et la loi interdit de la profaner. Comme pour la peur, ces matériaux symboliques ont la fonction de reproduire des formes de domination et de figer les inégalités et les hiérarchies sociales comme étant d'ordre naturel.

Le sentiment du dégoût est lié à la logique du racisme et à la peur de la mixité. Pour le forger, il y a les « entrepreneurs du dégoût » qui visent à construire la haine et le refus de certains groupes sociaux. Il est intéressant de noter que le dégoût est considéré comme successif à l'occupation, il en est le résultat. Le dégoût constitue donc une justification de la domination ; plus celle-ci devient routinière et plus on a besoin de la justifier. Cette émotion met donc en place les conditions psychologiques qui autorisent l'exercice de la violence. Ce qui nous semble important à souligner ici est qu'en dépit des justifications abstraites, l'occupation est bel et bien le ressort déterminant de la production de ce sentiment.

LE RESSENTIMENT

Le ressentiment est l'émotion la plus politique. Liée à la démocratie, elle émerge quand, dans des sociétés régies par le principe d'égalité, certains groupes sont dans l'impossibilité de jouir des mêmes droits que les autres pour des raisons juridiques, matérielles ou normatives. Elle diffère de la protestation révolutionnaire car le désir de revanche n'est pas accompagné, selon Nietzsche, d'une capacité à détruire l'ordre social. Cette partie laisse le lecteur/trice sur sa faim. On comprend que ce sentiment est relié à la peur du déclassement et de la perte du pouvoir et que celle-ci est d'autant plus insupportable dans les sociétés qui se considèrent comme égalitaires. Il s'agit encore une fois d'usages populistes politiques de cette émotion mais on bascule en même temps vers l'idée que ce sentiment est lié aux sociétés démocratiques sans que l'association avec la nature (non) démocratique de l'actuel régime israélien soit exprimée explicitement, ce qui pose à notre sens un vrai problème.

L'AMOUR DE LA PATRIE

C'est dans cette partie que l'on explore la dimension nationaliste du gouvernement israélien. Le nationalisme « *identifie le territoire à un peuple, et donc la terre à son histoire (réelle ou inventée)* ». L'idée d'une ascendance commune est sacralisée et mythologisée à travers notamment la mort sacrificielle des ancêtres qui pèse sur les générations successives.

L'amour patriotique a trois caractéristiques : il est associé à l'amour pour ses compatriotes, il correspond à une forme d'amour-propre et il permet de tracer une frontière séparant ceux et celles que l'on aime – les membres du groupe d'appartenance – de ceux et celles que l'on n'aime pas. C'est donc un sentiment qui inclut et exclut en même temps. L'auteure précise à ce propos que les israéliens ayant une « *sensibilité libérale* » font une distinction entre « *le patriotisme dit inclusif des premiers temps du sionisme* » et « *le nationalisme de l'exclusion de la droite dure* » (p. 187). Cette distinction impliquerait l'existence d'un bon nationalisme (éclairé et démocratique) face à un nationalisme jugé dangereux car fondé sur la croyance faussée dans la supériorité d'une communauté sur une autre. On voit ici en filigrane une forme de défense du bon sionisme auquel l'auteure semble se rattacher.

Il manque par contre ici une référence aux formes progressistes de l'indépendantisme dans le cadre desquelles la nation autonome devient synonyme d'une revendication du droit à l'autodétermination d'un peuple qui se bat contre des formes variées d'oppression impérialiste et post-coloniale. Comme pour le terme « *populisme* » on voit bien ici que le terme « *patrie* » ou « *nation* » peut constituer un signifiant vide, capable de suspendre des propositions contradictoires.

Pour comprendre le nationalisme israélien, il est important de souligner qu'il s'est toujours appuyé sur une définition quasi religieuse de la nation qui renvoie à un passé ancestral, « *à cette entité supra-territoriale qu'est le peuple juif* » (p. 191) plutôt que sur une définition citoyenne et républicaine de la nation. L'auteure souligne donc une spécificité : alors que le patriotisme israélien est très fort, « *l'israélité* » n'est pas reconnue comme la nationalité d'Israël, ce qui laisse penser à un patriotisme fondé sur un État envisagé comme un ethnos. Il s'agirait donc d'une définition ethnique et religieuse de la nation qui n'est pas sans rapport avec les définitions fascistes et postfascistes de « *nation* ».

Les sentiments patriotiques ont été utilisés par Netanyahu pour décrédibiliser la gauche laïque en redessinant les contours de l'identité nationale, notamment à travers la loi de 2018 « *Israël, État-nation du peuple juif* », une loi raciale qui affirme la primauté ethnique des juifs en Israël. Cela explique les alliances de Netanyahu avec le Shas (parti ultra-orthodoxe) et les autres partis religieux nationalistes comme le Likoud, qui n'ont cessé de gagner en influence dans la vie publique israélienne. Cette stratégie renvoie également aux politiques d'Orbán en Hongrie ou de Modi en Inde, appelant à des conceptions identitaires et primordiales de la nation. La dynamique de cette propagande est paradoxale : le nationalisme induit de facto des fragmentations de la société tout en étant présenté en même temps comme un antidote aux fractures qu'il a lui-même créées. Eva Illouz explique que le populisme nationaliste de Netanyahu a fait de la religion et de l'identité nationale des marqueurs de l'appartenance de classe en devenant l'apanage des couches plus ou moins inférieures de la classe moyenne, les moins diplômés, opposés à des élites économiques et financières cosmopolites. Netanyahu aurait donc tourné le dos à une partie significative du peuple juif en témoignant d'une évolution en direction d'une politique non plus fondée sur le peuple mais sur le territoire ce qui représente une profonde inflexion dans l'identité de l'État d'Israël. Cela passe par l'appropriation de la terre, la violation des droits humains et du droit international, l'exclusion et la discrimination. Mais cela passe aussi par une déconstruction de la relation de la gauche à la classe ouvrière ; l'agenda universaliste et redistributif de la gauche est dès lors assimilé aux intérêts des élites.

Ce qui confirme ce qui est affirmé dans l'hypothèse de départ de l'auteure : « *le populisme n'est pas le fascisme, mais un préambule au fascisme* ».

UN OUVRAGE UTILE POUR COMPRENDRE LA RÉCEPTION DES DISCOURS ET L'ÉMOTIONALITÉ MOBILISÉE PAR L'EXTRÊME DROITE

À un moment où l'extrême droite est plus forte que jamais en Israël et où de nouvelles attaques meurtrières s'abattent sur le peuple palestinien, le livre



acquiert une actualité particulière. Au-delà du cas d'Israël, le mérite de ce travail d'enquête est celui de s'intéresser à la manière dont les discours politiques des courants des droites extrêmes sont reçus et appropriés par les gens. Ceux-ci puisent dans des traumas historiques et instrumentalisent la structure des sentiments d'une façon à produire des distorsions dans la perception de la réalité. Fabriqués par les professionnels du marketing et de la communication politique, les récits nationalistes et xénophobes sont diffusés via les médias jusqu'à devenir une partie intégrante de l'identité. Ces mêmes techniques de manipulation des sentiments s'observent dans d'autres contextes géographiques et politiques comme en Italie où le nationalisme de l'extrême droite de Giorgia Meloni entretient, comme en Israël, une relation profonde avec la religion et la tradition. Les théories du « grand remplacement » pourraient constituer un terrain fertile à l'instauration d'un régime sécuritaire. L'État d'exception que nous avons connu en France depuis les attentats en 2015 et puis au cours de la crise sanitaire du Covid-19 ainsi que la répression policière dont a été victime le mouvement des Gilets jaunes configurent également les traits d'un État autoritaire. Dans cette perspective, nous pouvons affirmer que l'exemple d'Israël, bien que présentant des spécificités, est utile pour mieux comprendre les ressorts de la propagande des courants d'extrême droite internationaux.

Toutefois, l'une des faiblesses de ce travail réside à notre avis sur le plan conceptuel. L'auteur choisit la catégorie du « populisme » qui, de par son caractère flou, ne nous aide pas à identifier les traits spécifiques du courant conservateur qu'elle étudie. En dépit d'une littérature récente foisonnante, l'opérabilité scientifique du concept de « populisme » continue de nous apparaître faible. Son niveau d'opacité est dû avant tout à la nature hétérogène de son référent allant des mobilisations conservatrices de l'extrême droite identitaire à celles progressistes de la gauche nationaliste. L'usage extensif et souvent dépréciatif favorise son instrumentalisation à des fins politiques. Des *narodniki* russes, visant l'émancipation de la classe paysanne et la fin du despotisme tsariste, le terme a assumé

progressivement une acception négative au point d'être associé aux stratégies de manipulation et d'infantilisation des masses. Le fil conducteur pourrait être identifié dans la mise en place de processus symboliques et stratégiques visant à construire le « peuple » en tant que sujet politique, ethnique ou religieux. Il s'agit de la construction d'un sujet large et interclassiste qui implique une certaine fluidité idéologique et programmatique. Indifférent à la dichotomie gauche/droite, le populisme peut être associé à la fois à des programmes progressistes, autoritaires, nationalistes ou xénophobes. Les tentatives de dresser des typologies du populisme se heurtent en effet toujours à la difficulté à maîtriser cette diversité. Il nous semble, au contraire, que le phénomène étudié assume les traits des courants de l'extrême droite postfasciste. Cela permet de garder une ligne de démarcation droite/gauche, qui fait toujours sens en politique. L'éliminer, signifierait valider la stratégie discursive que nous nous attelons précisément à déconstruire et à critiquer. Partout ces courants s'appuient sur la peur du déclassement, dressent des guerres entre pauvres, constituent l'ennemi mortel du mouvement ouvrier, surgissent et se développent en correspondance avec ses moments de recul. La propagande de ces courants coupe les gens du réel, les empêchent d'identifier les vraies causes de leurs problèmes et de leurs souffrances, invisibilise les conflits de classe et les rapports de domination à travers la construction de boucs émissaires. La création de ces fractures vise à neutraliser tout élan contestataire et toute forme de prise en main collective de la société. Les citoyennes et les citoyens sont prêts à renoncer aux aspirations démocratiques et autogestionnaires en échange d'une promesse illusoire de sécurité et de protection. Malgré cette faiblesse, le livre atteint son objectif qui n'est pas vraiment celui d'expliquer le populisme mais plutôt les différentes manières qu'ont les électeurs et les électrices « *de construire leurs identités politiques autour d'affects qui se révèlent d'autant plus puissants qu'ils sont aussi moraux* » (p. 241).

DES ÉMOTIONS QUALITATIVES POUR TRANSFORMER LA SOCIÉTÉ

À la fin de l'ouvrage, Eva Illouz réhabilite la catégorie du conflit. Les sentiments qu'elle a analysés sont négatifs

précisément car ils tendent à l'élimination du conflit et à la construction d'une communauté imaginée. L'auteure définit alors la compassion et la fraternité comme des émotions qualitatives permettant de constituer une « société décente » : ces deux émotions présupposent la différence et semblent ouvrir la voie à une société multiculturelle où, par delà la diversité, chaque membre serait capable de construire du commun. À cela, l'auteure ajoute le sentiment de la « fraternité » qui se fonde sur « *une idée morale et impartiale de la justice entretenue dans le cadre de la communauté politique* » (247). La fraternité constitue un terrain propice à la formation de l'universalisme. L'auteure revendique alors la nécessité de renouveler l'universalisme des juifs « *à travers une alliance entre le libéralisme politique et une religion juive dynamique* » constituant l'esprit véritable du sionisme originel. Quelle est la fonction d'un tel positionnement ? Entretenir une nostalgie vis-à-vis d'un sionisme des origines éthiquement et politiquement défendable ou alors rester audible en formulant une critique radicale, de l'intérieur, de la dérive du militarisme et de l'occupation ? Le livre cherche une négociation de cette contradiction au sein du sionisme sans que l'on comprenne la part tactique qui l'impose. C'est ici que nos chemins se séparent. En questionnant le positionnement de Bauer, qui transforme la question de l'émancipation juive en une question purement religieuse, Marx affirme qu'il faut chercher les raisons de l'existence du judaïsme dans l'histoire. En balayant tous les traits stigmatisants associés au « Juif », il affirme que « *le besoin pratique, l'égoïsme est le principe de la société bourgeoise et se manifeste comme tel sous sa forme pure, dès que la société bourgeoise a complètement donné naissance à l'état politique*¹ ». Pour transformer une société de domination en une société plus juste et fraternelle, il est à notre sens inutile de faire appel à un esprit religieux fantasmé et prétendument authentique ou à un idéal auquel la réalité devra se conformer mais il faut s'engager dans la construction « *d'un mouvement réel qui abolit l'état actuel des choses* ». □

1) K. Marx (1843), La question juive, en ligne : <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1843/00/km18430001d.htm#ftn4>

Foutues pour foutues. Trente histoires de la justice faite aux femmes

PAR MAYA LAVALT

Sous la forme de brefs portraits accompagnés d'œuvres graphiques originales, Foutues pour foutues donne à lire trente histoires de femmes victimes de la justice patriarcale à travers le monde, du XIII^e au XXI^e siècle, alertement brossés par « neuf incorrigibles », comme elles-mêmes se nomment.

Il s'agit de Barbara Ates, Stéphanie Barbier, Fatima Benomar, Angélica Espinosa F., Caroline Henimann, Charlotte Renault, Claire Savina, Éliane Silga et Lucille Terré ; en collaboration avec six illustratrices : Fatima Benomar, Yasmine Blum, Juli Jardel, Anne Loève, Maëva Longvert, Gaëlle Loth, Laura Pandelle.

Foutues pour foutues vaut autant par la beauté des illustrations, la qualité de l'écriture et le choix des figures féminines, que par l'importance des sources convoquées : chaque contributrice s'est engagée, comme l'explique la préface, à consulter des spécialistes du sujet abordé, pour la période historique, le type de criminalité traité, la problématique particulière à chaque portrait, tandis que la préface s'appuie sur plusieurs travaux universitaires sur la criminalisation des femmes, en articulation avec la question du genre comme construction économique et sociale. C'est non seulement la quantité des situations mises en lumière, dont le nombre fait système, mais aussi leur variété, qui permettent de montrer les multiples facettes de la justice patriarcale au fil des époques et des cultures, avec ses variantes et ses invariants. Les portraits proposés font ainsi sortir de l'oubli historique, du scandale, du mépris ou de la relégation, des femmes choisies pour leur destin exceptionnel, leur détermination dans la lutte, ou au contraire pour la banalité des faits pour lesquels elles ont été condamnées : toutes sont exemplaires pour les violences et la répression qu'elles ont subies.

L'ordre chronologique des portraits permet de montrer le « continuum spatio-temporel des patriarcats » (p. 23), mais l'ouvrage suggère un mode de lecture plus transversal par le biais d'une classification en six catégories reliées par une lettre commune, le F – comme « Femmes » et comme « Foutues », mais aussi comme « Fières », « Fortes », « Fameuses » : les « Fées fêlées » (renvoyées pour leur savoir tantôt à la folie, tantôt à la magie, et pour qui l'asile se substitue à la prison sous couvert d'indulgence judiciaire) ; les « Flamboyantes » (prostituées, femmes adultères, renvoyées au rôle de « salopes ») ; les « Fatales » (tueuses en série, empoisonneuses, assassines de leur nouveau-né ou de leur conjoint violent) ; les « Filoutes » (voleuses, arnaqueuses, cheffes de gang, pirates) ; les « Fouteuses de merde » (leadeuses politiques, militantes ou intellectuelles) ; les « Fautives d'avance » (condamnées dès la naissance pour leurs chromosomes, leur culture, leur religion). Ne pouvant ici rendre justice à leurs voix à toutes, laissons la parole à quelques « grandes gueules » :

Assata Shakur, militante afro-américaine réfugiée à Cuba, membre éminente des Black Panthers et de la Black Liberation Army, condamnée comme « tueuse de flics » et « braqueuse de banques », première femme à être ajoutée sur la liste des vingt-cinq terroristes les plus recherchés par le FBI, soixante-quinze ans en 2022 : « *Je prône l'autodétermination pour mon peuple et pour toutes les opprimés à*

l'intérieur des États-Unis. Je prône la fin de l'exploitation capitaliste, l'abolition des politiques racistes, l'éradication du sexisme et l'élimination de la répression politique. Si c'est un crime, alors je plaide coupable. »

Fernanda Farias de Albuquerque, Brésilienne transgenre condamnée en 1990 par un tribunal italien à six ans de prison pour tentative d'homicide :

« Sans effort, dans les bras du démon, en Europe, on y arrive à voix basse.

Ici, chez vous, on ne meurt pas bruyamment.

Tués, par balle ou à coups de couteau, au milieu des hurlements et des coups de ciseaux.

Ici, on disparaît sans faire de bruit, tout bas. En silence.

Seules et désespérées. Du sida et de l'héroïne.

Ou alors dans une cellule, pendues au lavabo. »

C'est bien une histoire universelle des femmes, incarnée à travers ces portraits, individuels ou collectifs, de femmes jugées comme criminelles, folles, dangereuses, sorcières, etc., bref, coupables de leur genre féminin, que *Foutues pour foutues* retrace. C'est aussi, du même coup, l'histoire de l'oppression masculine qui s'exerce quotidiennement et sous toutes les latitudes par des violences économiques, familiales, sexuelles, raciales, politiques, coloniales, religieuses, conjugales, policières, médicales, carcérales, et bien sûr, judiciaires. □

8 mars : femmes en première ligne, femmes en lutte !

PAR LA COMMISSION NATIONALE D'INTERVENTION FÉMINISTE DU NPA



Paris, 8 mars 2023, manifestation et grève féministe. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas.

Cette année encore, le 8 mars, Journée internationale de lutte pour les droits des femmes, a été l'occasion de nombreuses manifestations dans le monde. Le nombre important de manifestantEs dans plusieurs pays montre à quel point ce mouvement est puissant et enraciné. Se pose la question de sa structuration et de sa coordination à l'échelle internationale...

EN FRANCE : AU CŒUR DE LA BATAILLE POUR LES RETRAITES

Au cours de la manifestation alternent des pancartes « Ta main sur mon cul, ma main dans ta gueule », « 29 féminicides depuis le début de l'année » et « Marre de simuler nos retraites, on veut en jouir ». Ce 8 mars aura été l'occasion de faire massivement le lien entre les revendications féministes et celles de la mobilisation contre la réforme des retraites. Les manifestations ont largement dépassé les niveaux habituels, réunissant plusieurs milliers de femmes dans différentes villes, dépassant parfois les records des dix dernières années : 70 000 manifestantes annoncées à Paris, 25 000 à Toulouse, 5 000 à Rennes et tout autant à Grenoble... En tout, près de 150 000 personnes auraient manifesté en France à cette occasion, toutes réunies autour des mots d'ordre contre les violences faites aux femmes, pour l'égalité des salaires, pour l'accès à l'IVG et pour le retrait de la réforme des retraites, mais aussi avec des revendications de solidarité internationale, avec les femmes iraniennes, kurdes, afghanes...

DE MADRID À ROME...

Le 8 mars est bien une journée internationale de lutte pour nos droits et, depuis plusieurs années, elle est devenue une date importante dans de nombreux pays (le 8 mars est d'ailleurs un jour férié dans une trentaine d'entre eux). Ainsi, dans l'État espagnol, les manifestations ont rassemblé

700 000 personnes à Madrid et 60 000 à Barcelone contre « le système cishétéro-patriarcal, raciste et classiste » sous le slogan « Se acabó el negocio de los cuidados » (« Contre la marchandisation des soins »). En Italie, la journée a aussi été très suivie, avec un appel à la grève générale des syndicats et des organisations féministes sous le slogan « Non una di Meno ». Il faut dire que le contexte italien donne toutes les raisons de se mobiliser : sept gynécologues sur dix refusent de pratiquer l'IVG, et l'extrême droite est au pouvoir dans le cadre d'une coalition menée par Georgia Meloni depuis l'année dernière...

DU MEXIQUE AU BRÉSIL...

À Mexico, une vague violette de 90 000 personnes a répondu à l'appel à la grève féministe contre les féminicides (969 féminicides enregistrés l'année dernière). Mêmes revendications au Brésil où une femme meurt toutes les six heures de violences conjugales, et où les manifestantes ont porté des mots d'ordre contre l'extrême droite pour la défense de leur droit reproductif mais aussi contre la faim, la misère et la montée des violences.

SOLIDAIRES CONTRE LA RÉPRESSION

Et il y a celles qui manifestent malgré tout, malgré la police et les violences machistes, malgré les interdictions et les contre-attaques. Au Pakistan, plusieurs centaines de femmes ont manifesté à Islamabad

et 2 000 femmes à Lahore sous le slogan « Mon corps, mon choix » malgré la répression et l'interdiction de la manifestation, et malgré aussi la présence de contre-manifestants réactionnaires religieux. À Rabat, une centaine de femmes se sont réunies devant le parlement marocain pour protester contre le code de la famille qui les maintient dans une situation d'inégalité sociale, juridique et économique. En Iran, six mois après le meurtre de Mahsa Jina Amini et les manifestations massives qui ont traversé le pays, le gouvernement a fait preuve d'une répression sauvage et brutale. Depuis plusieurs semaines, ce sont maintenant les écoles de filles qui sont la cible d'attaques au gaz (52 écoles ont été touchées jusqu'à présent) ; face à cela, les enseignantEs ont déclaré la grève le 7 mars, très soutenue par la population.

Partout nous manifestons, partout nous marchons, et partout nous réclamons d'une même voix la fin d'un système patriarcal injuste, inéquitable, oppressif et violent. Les revendications féministes convergent, le mouvement ne perd pas de sa force depuis des années maintenant. La lutte contre toutes les violences (physiques, psychiques, sociales, policières, médicales, lesbophobes, LGBTIphobe...) unifie le combat féministe et vient remettre profondément en question la société capitaliste et patriarcale. C'est la force du 8 mars : lorsque nous marchons, nous marchons toutes ensemble pour changer la société ! □